

Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerisches Recht = Revue de droit suisse = Rivista di diritto svizzero = Revista da dretg svizzer : Halbband II. Referate und Mitteilungen des SJV

Band: 30 (1911)

Rubrik: Protokoll der Jahresversammlung des Schweizerischen Juristenvereins

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Protokoll

der

Jahresversammlung des Schweizerischen Juristenvereins

abgehalten

Montag den 18. und Dienstag den 19. September 1911
im Grossratssaal in Luzern.

Am Sonntag den 17. September, abends, fand eine Vereinigung im Kursaal statt. Das Begrüssungsprogramm enthielt unter anderm eine Begrüssungskantate, komponiert von Herrn Bundesrichter Dr. Alexander Reichel, gedichtet von Herrn Professor Dr. Eugen Huber. Herr Dr. Jost Grüter, Präsident des Lokalkomites, und Herr Alt-Gerichtspräsident Melchior Schürmann erinnern an die Bedeutung des Jubiläums des Vereins an seinem Gründungsort, dessen fünfzigjähriges Wirken und das Inkrafttreten des neuen Civilgesetzbuches.

Verhandlungen am ersten Sitzungstag, 18. September.

Vorsitz: Herr Dr. Henri Le Fort, Juge à la Cour de Justice de Genève.

I.

Der Präsident eröffnet die Versammlung mit folgender Ansprache:

Messieurs et honorés collègues!

Je veux en premier lieu remercier nos collègues de Lucerne de nous avoir conviés à nous réunir ici cette année; il nous est particulièrement agréable de pouvoir fêter le cinquantième anniversaire de notre société dans cette ville qui fut son berceau, et au milieu des juristes lucernois, dignes successeurs de ceux qui, en 1861, ont pris l'heureuse initiative de sa création.

Cet anniversaire imposait tout naturellement à votre président le devoir de retracer l'histoire de ces cinquante ans et de mettre en lumière le travail accompli, les résultats obtenus par notre société. Mais cet exposé aurait donné à l'allocution présidentielle des dimensions exagérées et gêné l'exécution normale du programme de notre première séance. C'est pourquoi votre comité a été d'avis que l'exposé historique que vous attendiez devait être imprimé et distribué aux sociétaires avant la réunion d'aujourd'hui. Vous avez tous, Messieurs, reçu cette notice dans laquelle votre président a cherché à faire ressortir l'œuvre de notre société pendant ce premier demi-siècle; je ne veux donc pas reprendre cet exposé; vous me permettrez seulement d'y ajouter quelques brèves considérations.

Vous aurez probablement fait la remarque que notre société atteint sa cinquantième année au moment où le Code civil suisse va entrer en vigueur; ainsi se trouve réalisée, à la fin de ce premier demi-siècle de son existence, dans le domaine le plus important de la législation, cette unification du droit que les fondateurs de notre société entrevoyaient et qu'ils lui assignaient comme tâche principale. Elle a été, en effet, pendant ces cinquante ans, le but supérieur, la pensée dominante de notre société, et celle-ci a le droit de se dire qu'elle n'a pas été sans influence sur sa réalisation.

Si elle y a aidé, ce n'est pas seulement par l'étude qu'elle a faite, dans ses réunions successives, des moyens de la rendre possible, par les rapports et les discussions qu'elle y a consacrées, c'est plus encore parce qu'elle a constitué, dans l'ensemble du pays, un groupement important d'hommes convaincus de la nécessité de cette unification et de la possibilité de la réaliser. Elle a créé peu à peu en faveur de cette idée, qui d'abord se heurtait à des résistances bien explicables, un courant de plus en plus fort. Elle a formé, dans tous les cantons, une atmosphère favorable à cette unification, laquelle a, peu à peu, pénétré les diverses parties du pays, et converti à celle-ci les milieux qui paraissaient devoir lui être le plus hostiles.

Et si elle a obtenu ce résultat, c'est parce que, ce qu'elle a constamment poursuivi, ce n'était pas une centralisation politique, mais que, se tenant sur le terrain juridique pur, elle ne demandait que la création d'une législation nationale unique, tenant compte des traditions et des habitudes des diverses contrées de notre pays.

Ayant recruté d'emblée sous son drapeau des hommes de culture, et d'opinions diverses, elle a su poursuivre sa carrière en conservant toujours un caractère de stricte neutralité en matière politique, sans jamais s'inféoder à aucun parti. C'est ce qui a fait sa force et ce qui lui a permis d'acquérir une légitime influence, qu'elle a mise au service de la cause qui lui était chère.

Je tiens aussi à constater que, dans la poursuite de l'unification du droit, notre société a constamment marché d'accord avec les autorités fédérales et que, spécialement, elle a toujours entretenu les meilleurs rapports avec les chefs successifs du Département fédéral de Justice et Police. Peut-être que parfois, tel ou tel de ceux-ci a pu manifester quelque impatience en voyant notre société, alors qu'il était occupé par l'étude d'une partie de la législation projetée, venir le solliciter d'entreprendre celle de quelqu'autre domaine; mais tous ont reconnu, dans notre association, un utile auxiliaire dans l'œuvre de mise sur pied de cette législation nationale qu'ils étaient chargés de diriger, et ils lui ont à diverses reprises accordé l'appui du Département pour la publication d'œuvres juridiques destinées à préparer l'œuvre qu'ils poursuivaient. Et toujours, membres zélés de notre société, ils ont tenu, autant que possible, à assister à ses réunions et à prendre part à ses travaux.

En exprimant la reconnaissance de notre société envers tous les magistrats qui, depuis sa fondation, se sont succédé à la tête du Département fédéral de Justice et Police, je dois rendre un hommage spécial à celui avec lequel, depuis de nombreuses années, elle a collaboré à l'œuvre commune.

Chacun sait la part prépondérante qu'a prise M. le Conseiller fédéral Brenner aux travaux de préparation d'une légis-

lation nationale et, spécialement, à l'élaboration du Code civil suisse. Lorsqu'il a été enlevé si prématurément à son pays, auquel il a rendu de si précieux services, et qui espérait encore beaucoup de lui, on a reconnu, d'un accord unanime, combien il avait contribué à l'aboutissement de cette œuvre difficile, par la constance avec laquelle il y avait travaillé, par l'esprit conciliant et élevé avec lequel il avait dirigé les travaux des diverses commissions chargées d'examiner le projet de Code civil suisse. Le pays tout entier conservera, à juste titre, d'Ernest Brenner le souvenir d'un magistrat laborieux, intègre, constamment inspiré par les intérêts supérieurs de la patrie; notre société qui l'a compté pendant vint-six ans au nombre de ses membres et à laquelle il a donné de si nombreuses marques de son intérêt et de sa confiance envoie à sa mémoire un hommage ému de reconnaissance et de respect.

Nous ne doutons pas que la bienveillance que notre société a toujours rencontrée chez les chefs du Département fédéral de Justice et Police, elle la trouvera auprès du magistrat distingué que la confiance unanime des chambres fédérales a appelé à remplacer M. Brenner. Nous espérons voir aujourd'hui au milieu de nous M. le Conseiller fédéral Hoffmann qui est notre collègue depuis 1882 et a fait partie du comité de la société pendant plusieurs années. Malheureusement il fait actuellement une cure qui l'empêchera de se joindre à nous comme il l'avait espéré.

Notre société comptait parmi ses fondateurs des membres de l'ancien Tribunal fédéral; depuis la reconstitution de celui-ci ses membres ont toujours tenu à en faire partie et à prendre une part active à ses travaux; depuis 1878 jusqu'à ce jour l'un d'eux a constamment siégé dans son comité. Comme il était matériellement difficile que les archives de notre société suivissent chaque nouveau président à son domicile, le Tribunal fédéral a bien voulu, en 1898, l'autoriser à les déposer dans un des locaux du Palais de Justice fédéral. Les statuts de 1903 ayant fixé le siège social de la société à Lausanne, celle-ci a maintenant un domicile fixe sous l'aile protectrice

de notre suprême autorité judiciaire. Que celle-ci me permette de lui exprimer notre reconnaissance pour les marques d'estime et de bienveillance qu'elle a accordées à notre société; je tiens aussi à la remercier d'avoir mis à sa disposition l'un de ses plus anciens fonctionnaires, M. Duttweiler, actuellement son archiviste-registrateur qui, depuis 32 ans, tient nos comptes, envoie nos circulaires, conserve nos archives avec une ponctualité et un soin auxquels je suis heureux de rendre hommage.

En jetant un coup d'œil en arrière sur ce demi-siècle écoulé, notre société peut donc, sans vain orgueil ni mesquine vantardise, se rendre le témoignage d'avoir accompli un travail sérieux et été utile au pays; mais, comme dirait M. de la Palisse, pour faire quelque-chose il faut exister; c'est donc aux fondateurs de la société que nous devons rapporter en premier lieu le mérite des résultats obtenus.

Notre reconnaissance va tout d'abord à la Société des juristes lucernois qui, en 1861, a appelé les juristes suisses à se grouper, et à son président d'alors, le distingué chancelier de l'Etat de Lucerne, M. le Dr. Willi, qui, dans l'assemblée constitutive, exposa si éloquemment la raison d'être et le but de ce groupement. L'idée émise par les juristes lucernois répondait évidemment à un sentiment généralement éprouvé, puisqu'ils reçurent d'emblée l'adhésion de 163 juristes appartenant à 19 cantons.

Votre comité a fait réimprimer, à la suite de la notice qui vous a été remise, la liste de ces 163 membres fondateurs, document qui était devenu fort rare. Vous y trouverez les noms de beaucoup d'hommes qui ont marqué dans l'histoire de notre pays pendant ce dernier demi-siècle, Présidents de la Confédération, membres des gouvernements cantonaux, et des chambres fédérales, juges fédéraux et cantonaux, professeurs, avocats. Presque tous ces noms appartiennent au passé; mais en comparant ce catalogue avec celui des membres actuels de notre société, on a le plaisir d'y rencontrer quatre noms communs; ce sont ceux de MM.:

Hans Georg Schwarz, alors Procureur Général du Canton de Bâle-Campagne, aujourd'hui Directeur de la Banque hypothécaire de Bâle-Campagne, à Bâle;

Gottlieb Ringier, alors avocat à Zofingue, actuellement ancien Chancelier de la Confédération;

Konrad Haffter, alors avocat à Weinfelden, actuellement ancien juge cantonal à Frauenfeld; et

Jules-Paul Jeanneret, aujourd'hui comme alors avocat à la Chaux-de-Fonds.

Nous aurions voulu pouvoir fêter ici aujourd'hui ces quatre représentants des fondateurs de notre société; malheureusement, leur âge et leur état de santé ont empêché MM. Schwarz, Haffter et Jeanneret de se joindre à nous; ce dernier, longtemps un des plus fidèles habitués de nos réunions annuelles, m'a chargé de l'excuser auprès de vous par la lettre suivante:

Chaux-de-Fonds, le 5 août 1911.

Monsieur *Henri Le Fort*, D^r en Droit,
Président de la Société Suisse des Juristes
à Genève.

Monsieur et très honoré collègue,

Par votre lettre du 23 juillet écoulé, vous m'annoncez que le *Comité de la Société Suisse des Juristes*, m'adresse une invitation spéciale de prendre part à la réunion des 18 et 19 septembre prochain à Lucerne, pour célébrer le 50^{ème} anniversaire de sa fondation.

Le 7 juillet 1861 j'ai participé à la séance de la fondation de notre Société et dès lors je n'ai pas cessé d'en faire partie.

Veillez exprimer à mes honorables collègues, toute ma reconnaissance d'avoir voulu m'associer à cette fête. Je serais heureux d'y assister, à titre de membre fondateur, mais à cause de mon âge et de mon état de santé je suis obligé d'y renoncer.

C'est avec un profond regret que je ne puis me joindre de fait à cette solennité:

Je ne manquerai pas d'être en pensée avec mes collègues.

Agréez, Monsieur et très honoré confrère, l'assurance de ma considération distinguée.

J. P. Jeanneret.

Vous serez sans doute d'accord pour que j'envoie en votre nom l'expression de nos regrets et nos vœux à notre vénéré collègue, dont les 82 ans n'ont en rien atténué la vivacité des sentiments; je prie également son fils, M. le Dr. *Félix Jeanneret*, de les lui transmettre à son retour.

Le quatrième de ces membres fondateurs, M. le Dr. *Ringier*, nous avait fait espérer le plaisir de le voir aujourd'hui au milieu de nous. Empêché au dernier moment il me prie de transmettre à l'assemblée ses meilleures félicitations. Nous adressons nos vifs regrets et nos meilleurs vœux à ce respecté collègue qui fût pendant longtemps le précieux et fidèle collaborateur du gouvernement fédéral.

Je tiens à signaler aussi la présence ici de tous les anciens présidents de notre société encore vivants: MM. *Paul Speiser, Carl Stooss, Alfred Martin, Johannes Winkler, Leo Weber, George Favey* et *Alexandre Reichel*; je les remercie de cette marque d'intérêt qu'ils ont voulu donner à notre société, au développement de laquelle ils ont tous largement contribué.

Nous sommes heureux de saluer aussi ici deux de nos membres honoraires, Monsieur le professeur *Carl Stooss* et Son Excellence Monsieur le Conseiller intime actuel *Laband, de Strasbourg*, qui nous a souvent manifesté le prix qu'il attache aux liens qui l'unissent à notre société.

Notre troisième membre honoraire, Monsieur le professeur *Huber*, a malheureusement été retenu chez lui par une indisposition et il m'a chargé de vous exprimer tous ses regrets et ses meilleurs vœux pour notre société.

Nous venons de recevoir à propos de notre cinquantième anniversaire la lettre suivante de la *Fédération Suisse des Avocats*.

Neuchâtel, le 16 septembre 1911.

A la Société Suisse des Juristes

Monsieur *Henri Le Fort*, président

Lucerne.

Monsieur le Président,

A l'occasion du cinquantenaire que vous célébrerez à Lucerne les 17 et 18 septembre courants, nous avons reçu

mission de notre Conseil de vous adresser les vœux et les félicitations de la Fédération Suisse des Avocats.

Nous nous empressons de remplir cet agréable devoir et au moment où votre société double allégrement le cap de la cinquantaine nous sommes particulièrement heureux de lui présenter nos vœux de longue vie et de constante prospérité.

Votre société a contribué pour sa large part à créer, puis à resserrer des liens d'amitié entre juristes suisses et elle a travaillé avec une ardeur et une méthode méritoires à répandre chez nous les lumières d'une science juridique documentée, claire et consciente d'elle-même et des tâches que l'unification du droit lui imposait.

Nous voulons espérer que nos deux associations, l'une préoccupée surtout des problèmes de la science juridique, l'autre vouée de préférence à la défense et à la sauvegarde des intérêts professionnels des membres du barreau, continueront à vivre à l'avenir en parfaite harmonie et que nos rapports, au moment si important de l'application du Code civil suisse, seront de plus en plus fréquents et de plus en plus cordiaux.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, avec l'expression de nos sentiments de haute estime nos salutations les plus distinguées.

Au nom du Conseil
de la Fédération suisse des Avocats:

Le Président: Le 1^{er} Secrétaire:
Emile Lambelet. D^r *F. Mauler.*

Nous sommes très sensibles à l'aimable pensée qui a dicté cette lettre et nous ne doutons pas de voir continuer à l'avenir les excellentes relations qui unissent notre société à la Fédération suisse des Avocats dont un très grand nombre de membres sont nos collègues.

Il incombe maintenant à votre président le triste devoir de rendre un dernier hommage à ceux de nos collègues, que la mort a enlevés depuis notre dernière assemblée générale.

M. le Conseiller fédéral *Ernest Brenner*, dont j'ai rappelé tout à l'heure le rôle important dans l'œuvre de l'unification

du droit en Suisse, était né à Bâle en 1856. Ses études poursuivies dans sa ville natale et en Allemagne, il pratiqua le barreau quelques années, mais en 1884, âgé seulement de 28 ans, il entra dans le gouvernement de son canton, et y dirigea le Département de Justice et Police. En 1887 il fut élu membre du Conseil national où il ne tarda pas à jouer un rôle important et à la présidence duquel il fut appelé en 1894. En 1887 l'Assemblée fédérale l'appela à remplacer au Conseil fédéral M. Emile Frei; il prit la direction du Département de Justice et Police qu'il conserva jusqu'à sa mort, sauf pendant deux années, 1901 et 1908, pendant lesquelles il fut Président de la Confédération. C'est dans ces fonctions qu'il a rendu au pays des services précieux, en dirigeant avec constance, intelligence et tact les travaux de l'élaboration du Code civil suisse; la maladie l'a emporté au moment où cette grande œuvre à laquelle son nom restera attaché était terminée et où dans d'autres domaines, l'unification du droit sollicitait ses efforts.

Dans le canton de Zurich nous avons perdu quatre collègues.

Le 30 octobre 1910 est décédé subitement à Zurich le Dr. *Reinhold Bader*, né à Regensdorf en 1870. Après avoir conquis le grade de Docteur à Zurich en présentant une thèse sur le délit politique, il se voua à la pratique du barreau, dans laquelle il ne tarda pas à acquérir une situation en vue. A côté de son activité professionnelle, Bader cultivait les études historiques; il enseigna à l'Université l'histoire du droit suisse, et à l'Ecole supérieure des jeunes filles le droit de change et l'économie politique; on lui doit l'édition du „Zürcher Richtebrief“ et un commentaire de la loi fédérale sur les Suisses établis et en séjour. Il faisait partie du Grand Conseil de la Ville de Zurich et s'était acquis dans tous les partis une estime générale.

Harry Rahn qui n'appartenait à notre société que depuis 1908 et est décédé à Zurich le 19 janvier 1911 à l'âge de 43 ans seulement, remplissait avec distinction les fonctions de l'officier de la cour d'appel du Canton de Zurich; c'était

un juriste cultivé, un fonctionnaire consciencieux et un homme aimable et fin.

Le 25 juillet dernier, la Faculté de droit de l'Université de Zurich a fait une perte considérable en la personne de M. le Dr. *Hermann Ferdinand Hitzig*, professeur ordinaire de droit romain. Né le 25 janvier 1868 à Berthoud, où son père, actuellement professeur de philologie classique à Zurich, enseignait au Progymnasium, Hitzig fit ses premières études à Berthoud et à Berne, puis alla étudier à Leipzig; le goût de l'antiquité classique, que lui avait inculqué son père, et l'influence de Baron et de Windscheid, le dirigèrent vers l'étude du droit romain. Habilité à l'Université de Zurich, en 1892, pour l'enseignement de cette branche et de l'histoire du droit, après un court stage pratique dans l'étude d'avocat de MM. Forrer et Curti à Winterthour, il fut nommé professeur extraordinaire en 1895 et ordinaire en 1897. Son enseignement clair et profond, ne se bornant pas à l'étude des textes morts, mais faisant ressortir le développement complet et l'application pratique des diverses institutions juridiques, ne tarda pas à être vivement apprécié et à attirer sur lui l'attention du monde savant. Les universités de Breslau, en 1907, et de Strasbourg, en 1909, cherchèrent à se l'attacher; tout récemment il recevait un appel de l'Université de Leipzig; malgré la joie que lui procura cette flatteuse marque d'estime de la part de cette faculté à laquelle il était resté si attaché, il ne put se décider à quitter son pays, auquel il désirait consacrer jusqu'au bout son talent et ses forces. Hélas, celles-ci étaient déjà épuisées, et peu de jours après que ses collègues et ses étudiants eussent fêté sa décision de rester à Zurich, il était emporté après une courte maladie; si ceux qui l'ont connu pleurent un parent, un ami, un collègue aimé et estimé, le pays tout entier doit déplorer la disparition d'une des illustrations du monde universitaire suisse.

Enfin nous devons noter le décès de M. le Dr. Iwan Amsler, avocat à Meilen, notre collègue depuis vingt ans.

Tout récemment le canton de Fribourg a perdu l'un de ses juristes les plus estimés, M. *Jules Broye*, vice-président

du Tribunal cantonal, décédé après une longue maladie, à l'âge de 59 ans. Après avoir complété à Munich ses études juridiques commencées dans sa ville natale, il pratiqua le barreau, comme collaborateur puis successeur de son frère, Jean Broye, devenu juge fédéral. Il fut quelque temps greffier du Tribunal cantonal et y entra comme juge en 1897; depuis 1907 il fut alternativement président et vice-président de cette cour. La clarté et la précision de ses avis juridiques, sa pondération et sa courtoisie lui avaient acquis la considération et l'estime générale dans son canton où sa mort est unanimement pleurée.

Albert Brosi, décédé à Soleure le 7 mai 1911 était un des anciens membres de notre société. Né à Olten le 7 avril 1836, après ses études juridiques poursuivies à Genève, Heidelberg et Berlin, il s'établit comme avocat à Soleure. Il ne tarda pas à se lancer dans la politique dans laquelle il devait, presque jusqu'à la fin de sa vie, jouer un rôle prépondérant, soit dans son canton soit aux chambres fédérales. Membre du Grand Conseil qu'il présida plusieurs fois, il fit, de 1874 à 1887 partie du gouvernement soleurois, et il dirigea le département de Justice et Police, puis celui de l'Instruction publique; il appartint au Conseil national de 1872 à 1875 et de 1881 à 1908, et au Conseil des Etats de 1875 à 1881. Partisan convaincu de la centralisation il combattit de toutes ses forces pour l'adoption d'une constitution fédérale en 1872 et 1874 et travailla constamment au développement des institutions fédérales. Lutteur ardent, orateur entraînant, Brosi fut un patriote épris d'idéal.

Le 8 janvier 1911 est décédé subitement, au moment où il allait prendre le train pour remplir un devoir de sa charge, *David Stockar*, juge d'instruction du canton de Schaffhouse. Né en 1854, à Schaffhouse où son père, qui appartenait à l'une des anciennes familles du pays, était pasteur, il étudia plusieurs années à Bâle, l'histoire, la philosophie et le droit; il rédigea quelque temps la „Thurgauer Volks-Zeitung“, puis entra à la rédaction de „l'Allgemeine Schweizer-Zeitung“ à Bâle, où son talent d'écrivain fut remarqué; mais, désireux

de se fixer dans sa ville natale, il y revint en 1888 et y remplit les fonctions de greffier du Tribunal suprême; en 1896 il fut appelé à celles de Juge d'instruction, et de juge au Tribunal de district dont il fut vice-président en 1909. Stockar était un alpiniste fervent et a souvent décrit avec charme ses excursions dans des coins ignorés de la haute montagne; il pratiquait aussi avec passion, sur le Rhin qu'il aimait tant, la navigation et la natation, et entraînait à ces sports excellents ses jeunes concitoyens qui lui témoignaient un vif attachement.

Il y a quelques jours est décédé à St-Gall, à l'âge de 53 ans, *Karl Anton Büser* qui remplit successivement les fonctions de Greffier du Tribunal de district, de juge conciliateur, de juge puis de vice-président du Tribunal de district. Il dirigeait aussi, avec distinction l'Office des faillites. Dans ces divers postes, Büser a apporté, avec de solides connaissances juridiques, une grande ardeur au travail, une conscience absolue et une parfaite sincérité.

Mort le 18 février à Zurich, *Luzian Simmen* a passé toute sa carrière à Coire où il était né le 25 juillet 1858. Il avait acquis une culture juridique étendue dans les universités de Montpellier, Leipzig et Sienna, était doué d'un sens pratique très aiguisé et d'un goût très-vif pour les questions de droit. Il a pu faire profiter son pays de ces précieuses qualités, dans les fonctions qu'il a remplies de Greffier, puis de membre et de Président du Kreis-Gericht de 1884 à 1905. Il quitta la magistrature pour s'adonner à la pratique du barreau, mais la maladie ne lui permit pas de donner sa mesure dans cette nouvelle carrière. Son esprit fin, sa bonne humeur lui avaient gagné de fidèles amitiés.

Auguste Wild, qui est décédé à Frauenfeld le 12 janvier 1911 à l'âge de 70 ans, a surtout consacré son activité aux affaires publiques de son canton. Chef du parti conservateur-catholique, il entra comme représentant de celui-ci dans le gouvernement en 1895 et a dirigé dès lors, jusqu'à sa fin, les finances cantonales. Ses qualités d'administrateur, son expérience, la dignité de son caractère lui avaient donné une grande influence dans le monde politique thurgovien.

Le Canton de Vaud a perdu deux hommes que rapprochait un même dévouement au bien commun.

Gustave Correvon, décédé à Lausanne le 13 juillet 1911, était né à Vevey le 12 février 1841. Ses études de droit terminées à Lausanne il fut stagiaire de Louis Ruchonnet, mais c'est dans la magistrature qu'il devait faire toute sa carrière. De 1868 à 1878, il fut Substitut du Procureur général, et en 1879, il entra au Tribunal cantonal dans lequel il siégeait encore au moment de sa mort, et qu'il a présidé à diverses reprises. C'est aux questions pénales et pénitentiaires qu'il a constamment voué le plus vif intérêt. On lui doit le projet de revision du Code pénal vaudois, en 1879, lequel n'aboutit pas, et il fit partie plus tard de la commission chargée d'examiner le projet de code pénal suisse. Il fut vice-président du Congrès pénitentiaire international de Rome en 1885 et adjoint du Secrétaire général de celui de Pétersbourg en 1890.

Correvon fut un membre actif de la Société industrielle et commerciale vaudoise pour laquelle il étudia diverses questions juridiques importantes; il fut l'un des fondateurs de la Solidarité, société en faveur de l'enfance malheureuse, des colonies de vacances et des cuisines scolaires, et joua un rôle fort utile dans les sociétés de secours mutuels de son canton. Il fit aussi partie du Conseil communal de Lausanne. Gustave Correvon laisse le souvenir d'un homme laborieux, convaincu dont toute la vie a été inspirée par le désir de se rendre utile aux autres.

Le 19 juin 1911 est mort à Salvan, où il était allé chercher du repos, *André Schnetzler*. Né en 1855 à Vevey aussi, il avait fait ses études de droit à Lausanne, Leipzig et Paris, et s'établit comme avocat en 1881. Il s'appliqua à répandre dans la population de justes notions sur les questions de droit usuel, soit par des conférences données dans les campagnes sous les auspices du Département de l'Agriculture et à l'Union des femmes de Lausanne, soit par des publications telles qu'un Manuel pratique du bail à loyer, les Usages locatifs de la Ville de Lausanne, des

tableaux graphiques pour servir à l'application de la loi sur la poursuite pour dettes; il a écrit aussi sur l'exception de jeu et le contrôle dans la société anonyme, dès 1893, il fut privat-docent à l'Université de Lausanne, dès 1896 député au Grand-Conseil où il présenta d'intéressants rapports sur des questions importantes: organisation judiciaire, législation sur les aliénés, protection ouvrière, Schnetzler a surtout joué un rôle en vue dans les affaires communales de Lausanne. Appelé en 1904 à faire partie de la municipalité, il eut à diriger le Département des écoles, tâche dans laquelle il apporta un grand sens pratique et une chaude affection pour les enfants. En 1907 il fut élu syndic, et s'intéressa spécialement à la question du logement dont il avait depuis longtemps fait une étude approfondie, et sur laquelle il avait présenté des rapports remarquables à divers congrès internationaux; mais ces besognes accumulées affaiblirent sa santé et l'obligèrent à prendre un repos bien mérité, dont, hélas! il n'a pu jouir que peu de temps. Le dévouement à la chose publique dont Schnetzler fit constamment preuve, la droiture de son caractère et sa cordialité lui avaient valu l'estime générale; ceux qui, comme celui qui écrit ces lignes, ont eu le privilège de le connaître dès sa jeunesse, gardent un souvenir ému au camarade jovial et sûr de leurs années d'études.

A Genève enfin est décédé, le 20 juillet dernier, *Ferdinand Cherbuliez*; né en 1836 il fit toutes ses études dans sa ville natale et y exerça le notariat de 1872 à 1910; la lucidité de son esprit, la rectitude de son jugement et l'amabilité de son commerce lui avaient attiré la considération générale. Nommé par le Duc de Brunswick l'un de ses exécuteurs testamentaires, il rendit en cette qualité de grands services à la ville de Genève, légataire de ce dernier. Il joua d'ailleurs un rôle important dans les affaires municipales, et fut de 1882 à 1910, constamment appelé par la confiance de ses collègues unanimes à présider ou vice-présider le Conseil municipal.

Messieurs, le regard que l'anniversaire que nous célébrons nous a fait jeter sur l'activité de notre société pendant ce

premier demi-siècle nous remplit d'un sentiment légitime de satisfaction; mais ce sentiment nous dicte en même temps notre devoir pour l'avenir; la tâche de notre société est toujours considérable; son rôle peut être toujours plus utile; nous devons donc, les uns et les autres, nous engager à faire tous nos efforts pour qu'elle puisse, en se développant constamment, accomplir toujours davantage la mission qui lui est dévolue pour le bien de notre chère patrie; c'est dans cette espérance que je déclare ouverte la quarante-neuvième assemblée générale de la Société suisse des Juristes.

Dr. *O. Kronauer*, Bundesanwalt, spricht wie folgt im Namen des Vorstehers des eidgenössischen Justizdepartements:

Der Vorsteher des schweizerischen Justiz- und Polizeidepartementes, Herr Bundesrat Hoffmann, ist zu seinem Bedauern verhindert, der heutigen Tagung des schweizerischen Juristenvereines beizuwohnen. Er befindet sich im Urlaub, nicht nur zur Erholung, sondern auch zur Heilung eines Krankheitsanfalles, der ihn letztthin betroffen. Von Ragaz aus ersucht und bevollmächtigt er mich, Ihnen verehrte Herren, seine Grüsse auszurichten und Ihnen zu dem Jubiläum Ihres Vereines beste Glückwünsche darzubringen.

Ihre Gesellschaft verdient auch die volle Anerkennung und die Dankbarkeit der eidgenössischen Zentralbehörden. Wurde er doch, wie aus dem trefflichen Rückblick Ihres Herrn Präsidenten auf die Vereinsgeschichte hervorgeht, mit dem Bestreben ins Leben gerufen, die vaterländische Jurisprudenz und die eidgenössische und kantonale Rechtspflege zu unterstützen und zu fördern und hat er diese Aufgabe redlich und mit grossem Erfolge während der langen Jahre seiner Existenz erfüllt — in allen Teilen des Rechtslebens: Zivil- und Strafrecht, öffentliches und privates, internationales, schweizerisches und kantonales Recht. Ihr Verein war der Boden, auf welchem sich die Zentralisation der eidgenössischen Gesetzgebung vorbereitete und ausgestaltete. Ihren trefflichen Präsidenten und stets bereiten Referenten und allen ihren Mitgliedern gilt der Dank der Bundesbehörde für geleistete

Arbeit und der Ausdruck des Wunsches und der Hoffnung, dass sie auch in Zukunft bei Ihnen gleiche Unterstützung finden möge. — Die Aufgaben werden nie erschöpft werden.

Und nun gestatten Sie mir noch einige Worte über den jetzigen Stand der Vorarbeiten für die Unifikation des schweizerischen Strafrechtes, ein Thema, das gerade jetzt besonders aktuell ist.

Ich freue mich, Ihnen verehrte Vereinsgenossen mitteilen zu können, dass diese Arbeiten jetzt rasch gefördert werden können und sollen, nachdem sie durch das konkurrierende Zivilgesetz und dessen Ausgestaltung sowie durch die Krankheit des verdienten und betrauten frühern Vorstehers des Departementes, Herrn Bundesrat Brenner, eine Zeitlang in ein langsames Fahrwasser gedrängt worden waren.

Herr Bundesrat Hoffmann hat nach Uebernahme der Geschäfte des Departementes nicht versäumt, energisch und zielbewusst auch diese Aufgabe zu der seinigen zu machen und er hat alles getan, um sie weiter zu führen. Es gelang ihm, für die Uebersetzung des Vorentwurfes von 1908 ins Italicische einen der schwierigen Aufgabe in jeder Beziehung gewachsenen Experten zu finden in der Person des Herrn Ständerat Gabuzzi, der auch bereits die Uebersetzung besorgte. Sie ist von einigen Mitgliedern der früheren Expertenkommission auf die Uebereinstimmung mit dem deutschen und dem französischen Texte geprüft worden und wird in allernächster Zeit dem Departement als fertige Arbeit eingereicht werden können. Damit sind alle Grundlagen geschaffen für die Uebernahme der weiteren Ausgestaltung des Werkes durch das Departement und Herr Bundesrat Hoffmann beabsichtigt, im Anschluss an die am 25. ds. beginnende ausserordentliche Session der Bundesversammlung eine erweiterte Kommission zu bestellen, aus Parlamentariern, praktischen und theoretischen Kriminalisten mit Vertretung aller Landesteile und aller Parteien, um, wie wir hoffen, im Frühjahr 1912 mit ihnen den Vorentwurf zu beraten, wie er aus der ursprünglichen Redaktion des Herrn Prof. Stooss mit dessen steter Mitwirkung hervorgegangen ist. Herr Nationalrat Dr. Zürcher,

der unermüdliche Förderer des Werkes, ist im Begriffe, den von ihm bereits im Jahre 1903 begonnenen Entwurf zu einem Einführungsgesetze dem jetzigen Hauptzwecke und der Ausgestaltung des Zivilrechtes anzupassen und wird dadurch für die künftigen Beratungen eine weitere wertvolle Grundlage schaffen.

Möge dieser Fortführung des Werkes ein guter Stern leuchten und seiner Vollendung sich keine neuen Hindernisse in den Weg stellen. Möge auch der schweizerische Juristenverein so wie er durch die Wahl des Thema für die Beratungen von morgen getan, auch fernerhin sein Interesse an der Unifikation des Strafrechtes tatkräftig zum Ausdruck bringen.

II.

Wahlen.

Es werden auf Vorschlag des Herrn Präsidenten gewählt:
 a) Als Sekretäre die Herren: Dr. *Albert Furter*, Fürsprech in Wohlen (Aarau) und *Siegfried Horneffer*, Fürsprech in Genf. b) Als Stimmenzähler die Herren: *Müller*, Oberrichter in Luzern und Dr. *Cherix*, Obergerichtssubstitut in Lausanne. c) Als Rechnungsrevisoren die Herren: Dr. *Rudolf Morel*, Advokat in St. Gallen und Dr. *Vuilleumier*, Präsident des Obergerichts in Lausanne.

III.

Das Präsidium verliest die Liste der im Laufe des Jahres durch das Komitee neu aufgenommenen Mitglieder:

1. *Köpfli, J. Jost*, Rechtsanwalt, Zürich.
2. *Sonderegger, A.*, Advokat, Mels (St. Gallen).
3. *Hollatz, Harry*, Dr., Professeur, Neuchâtel.
4. *Rumpel, Paul*, Dr., Privat-Dozent, „
5. *Erni, Anton*, Dr., Luzern.
6. *Müller, K.*, Obergericht, „
7. *Pedrazzini, Wilhelm*, Dr., Fürsprech, „
8. *Amberg, Rudolf*, Dr., Fürsprech, „
9. *Beck, Georges*, Fürsprech, „

10. *Gut, A.*, Dr., Fürsprech, Sursee (Luzern).
11. *Hofstetter-Leu*, Dr., Fürsprech, Hochdorf (Luzern).
12. *Illi, Joseph*, Dr., Fürsprech, Luzern.
13. *Jost, Joseph*, Fürsprech, „
14. *Kopp, Kaspar*, Oberrichter, Ebikon (Luzern),
15. *Oswald, A.*, Dr., Regierungsrat, Luzern.
16. *Sigrist, J.*, Dr., Regierungsrat, „
17. *Vogel-Müller, G.*, Dr., Fürsprech, „
18. *Zelger, Franz*, Dr., Fürsprech und Kriminalrichter, Luzern.
19. *Zwimpfer, Joseph-Dagobert*, Rechtspraktikant, Luzern.
20. *Horneffer, Siegfried*, avocat, Genève.
21. *Winiger, V.*, Dr., Fürsprech, Ruswil (Luzern).
22. *Huber, Alfred*, Dr., Gerichtsschreiber, Zell (Luzern).
23. *Muff, Josef*, Dr., Fürsprech, Hitzkirch (Luzern).
24. *Wasmer, Ernst*, Dr., Advokat, Redaktor der „Basler Nachrichten“, Basel.
25. *Robert, Philippe*, avocat, La Chaux-de-Fonds.
26. *Mauler, Francis*, Dr., avocat, Neuchâtel.
27. *Respini, Giuseppe*, avvocato, Locarno.
28. *Mutzner, Paul*, Dr., Adjunkt im schweiz. Justizdepartement.
29. *Scherer, R.*, Dr., Fürsprech, Luzern.

Ausser diesen haben sich neu angemeldet die Herren :

1. *Guex, Robert*, Dr., Greffier du Tribunal fédéral, Lausanne.
2. *Meumann, Gottlieb*, Dr., Professeur, Genève.
3. *Lanz*, Oberrichter, Bern.
4. *Zeller, Guido*, Fürsprech, Bern.
5. *Mejer, F. L.*, Dr., Fürsprech, Luzern.
6. *Schraft, Otto*, Fürsprech, „
7. *von Segesser, Ludwig*, Dr., Fürsprech, „
8. *Ducoux, Ernst*, Dr., Fürsprech u. Gerichtsschreiber, Luzern.
9. *Rynert, Jos.*, Dr., Versicherungs-Inspektor, Luzern.
10. *Obrist*, Dr., Gerichtssubstitut, Uster (Zürich).
11. *Fäh*, Dr., Rechtsanwalt, Kaltbrunn (St. Gallen).
12. *Schmid, Hans*, Dr., Zürich.
13. *Arnold, Joseph*, Dr., Fürsprech, Luzern.

14. *Bachmann, J.*, Gerichtsschreiber und Notar, Wollerau
15. *Abt, Roman*, Dr., Muri (Aargau). [(Schwyz).
16. *Däniker, Heinrich*, Dr., Zürich.
17. *de Maday, André*, Dr., Professeur, Neuchâtel.
18. *Winiger, R.*, Dr., Luzern.

IV.

Auf Vorschlag des Präsidiums wird in die Tagesordnung, nach der Diskussion, eine Mitteilung des Vorstands eingenommen über die Veröffentlichung der bundesrechtlichen Rechtsprechung.

V.

Zur Diskussion gelangt: **Die Grundlagen einer internationalen Regelung des Konkursrechts vom Standpunkte der Schweiz aus.**

Der Referent, Herr Professor Dr. *Meili*, in Zürich, führt aus was folgt:

Das heutige Leben ist wirtschaftlich bekanntlich weniger als je auf das interne Staatsgebiet beschränkt. Die eine und gleiche Person hat häufig in mehreren Staaten Aktiven oder Fabriken oder sie hat Doppelwohnsitze oder Filialen. Die gleiche Wahrnehmung können wir auch bei Handelsgesellschaften und speziell bei Aktiengesellschaften und Genossenschaften machen. Die wahre Signatur der Neuzeit ist der Internationalismus, von dem die Fremden in der Schweiz einen sehr ausgiebigen Gebrauch machen, aber auch die Schweizer sind auf dem Erdenrunde fast überall vertreten, eine Tatsache, die in der Schweiz bei der Behandlung internationaler Fragen nicht ganz selten übersehen wird.

Wenn nun angesichts dieses internationalen Lebens Konkurse ausbrechen, die in mehrere Staaten hinübergreifen, so entstehen gewichtige Fragen, die theoretisch drei Lösungen ermöglichen.

1. Jeder Staat tut das, was er für gut findet. Er erlässt in seinen internen Gesetzen sog. Kollisionsnormen, welche dazu berufen sind, die Konflikte zu beseitigen. Natürlich

ist jeder Staat in den Grenzen seiner Hoheit befugt, das internationale Konkursrecht so zu ordnen wie er will.

Dieses Vorgehen hat, wie sofort gesagt werden muss, eine sehr grosse Schattenseite. Ein Staat kann niemals den andern zwingen, gleiche Sätze aufzustellen und so ist denn auch auf diesem Gebiete die Folge entstanden, dass wir vor ganz verschiedenen Gesetzen stehen. Die Kollisionsnormen haben die Kollisionen nicht verhindert sondern erst recht geschaffen. Dieser Weg scheidet deswegen am besten aus.

2. Die Staaten schaffen eine allgemeine Konkurskonvention oder wenigstens eine solche, die zunächst einmal für den europäischen Boden gilt. Dabei denkt man in der Regel an die förmliche Anerkennung des sog. Universalitätsprinzipes.
3. Die auftretenden Fragen werden von Staat zu Staat geordnet, wobei aber nur einige spezielle Punkte herausgegriffen werden, die für das praktische Leben besonders wichtig sind.

Wie ist richtigerweise vorzugehen? Muss dem Auswege unter Nr. 2 oder Nr. 3 der Vorzug gegeben werden? Daran reiht sich dann die andere Frage, welche Punkte speziell geordnet werden sollen? Endlich: wie soll die Schweiz vorgehen?

In meinen einleitenden Bemerkungen werde ich mich an die im Referate aufgestellten Thesen halten.

I.

Die erste These spricht sich für eine Aenderung des bestehenden Rechtszustands aus und empfiehlt den Abschluss von Spezialstaatsverträgen, während sie gegen eine allgemeine Konkurskonvention auf Grundlage des Universalitätsprinzips auftritt.

Ich machte in meinem Referate sowohl dem Territorialitäts- als auch dem Universalitätsprinzip den Prozess und befürwortete eine mehr in der Mitte liegende Lösung. Warum? Das Territorialitätsprinzip geht zu wenig weit, und das Universalitätsprinzip geht zu weit. Dies kann sofort kurz und

deutlich vor Augen geführt werden. Wenn im Inlande ein Konkurs unter den geschilderten Verhältnissen ausbricht, so entstehen angesichts der Territorialität folgende Konsequenzen:

1. der auswärtige Staat unterwirft die dort liegenden Aktiven dem konkursrechtlichen Beschlagsrechte nicht, gesetzt auch im Auslande befinden sich die hauptsächlichsten Aktiven. Er ignoriert das, was wir intern kurz die attraktive Kraft des Konkurses nennen. Der auswärtige Staat tut also so, wie wenn im Inlande ein Konkurs nicht bestehen würde.
2. infolgedessen kann der Konkursit des Inlandes als aufrechtstehender Schuldner im Auslande geschäftlich weiter operieren, seine Aktiven vergeuden und rechtlich so tun, als ob der Konkurs im andern Staate nicht bestehen würde.
3. weiter ist es möglich, dass Spezialexécutionen im Auslande durchgeführt werden, während im internen Gebiete der Konkurs eröffnet ist und dass sie zu einem Separatkonkurse führen.

Man hat gesagt, auf diesem Wege treten „skandalöse Zustände“ zutage oder es werde „ein Raubsystem“ herbeigeführt. Materiell können sie bald zu Gunsten, bald zu Ungunsten der Einheimischen wirken.

Um aus diesem Zustand herauszukommen, hat man gefunden, es gebe nur eine Lösung, die darin bestehe, dass das sog. Universalitätsprinzip angenommen werde. Darunter versteht man:

1. einmal, dass der im Staate A eröffnete Konkurs alle in irgend welchen andern Staaten liegenden Aktiven ergreife. Man sagt hier, dass das Vermögen ein einheitlicher und unteilbarer Begriff sei, der nicht durch die Verschiedenheit der Lage der Objekte in einzelnen Territorien gebrochen werden dürfe. Dadurch würde, wie ausgeführt wird, allein eine völlige Gleichheit der Gläubiger erzielt;
2. sodann, dass der Konkurs nur in einem Staate durchgeführt werden dürfe und dass die Stellung des Konkursverwalters einheitlich konzentriert werden müsse.

Durch die Anerkennung des Universalitätsprinzips, das natürlich sowohl in der internen Gesetzgebung als auch durch Staatsverträge erfolgen könnte, würde eine Art einheitlichen Konkursgebiets geschaffen, allein ich trete für die Annahme dieses Prinzips nicht ein und ich halte es zurzeit für überaus gefährlich. Es gibt aber sehr viele Juristen, welche das Universalitätsprinzip geradezu verehren und mit schwärmerischer Liebe daran halten. Meinerseits mache ich auf folgende Verhältnisse aufmerksam:

1. die Verschiedenheit in der Organisation der Behörden;
2. die Verschiedenheit der sog. Konkursfähigkeit. In der Schweiz gilt für die zwangsweise Konkursklärung das Prinzip der Eintragung im Handelsregister, während in Deutschland und anderen Staaten jedermann in Konkurs getrieben werden kann.

Dann aber haben wir auch noch spezielle Konkursgründe, und zwar neben denjenigen gestützt auf das Wechsel- und Checkrecht (Art. 177 BGSch. u. K.) noch solche, welche ohne vorgängige Beitreibung existieren (Art. 190);

3. den Umstand, dass es Staaten gibt, in welchen das Ergebnis der Konkursliquidationen geradezu jammervoll klein ist, weil die Gerichts- und Liquidationskosten enorm sind;
4. den Umstand, dass die einzelnen Konkursinstitutionen in den verschiedenen Staaten juristisch ungleich sind und sich international nicht decken. Man denke hier an die Tatsache, dass in England der Konkurs mit einem order of discharge endigt, während nach kontinentalem Rechte der Schuldner entweder ganz oder (wie in der Schweiz) unter gewissen Restriktionen der weiteren Exekution ausgesetzt ist. Ein anderes Beispiel. In der Schweiz gibt es ein Akkommodement auch ausserhalb des Konkurses (Art. 293 und 317 BGSch. u. K.), in allen anderen Staaten bildet er nur einen Konkursaufhebungsgrund. Auch die Differenz in der Behandlung des Frauengutes ist sehr erheblich.

Man kann allerdings sagen, dass das Universalitätsprinzip staatsvertraglich vereinzelt anerkannt worden ist.

In der Tat geschah es auch von der Schweiz in dem Staatsvertrage mit Württemberg und sodann mit Frankreich. Die Praxis ist darüber einig, dass in diesem Vertrag der Grundsatz der Einheit und Universalität des Konkurses allgemein aufgestellt werden sollte. Immerhin sind gewisse Vorbehalte bezüglich der Immobilien und der Pfandrechte gemacht worden. Meinerseits halte ich das Experiment für zu gewagt, allgemein das Prinzip der Universalität aufzustellen, obschon es im Institut de droit international empfohlen worden ist. Mit meiner Ansicht stimmen die Erörterungen überein, welche an den Staatenkonferenzen im Haag schliesslich die Oberhand gewonnen haben. Und ich möchte hier noch die allgemeine Bemerkung machen, dass wir auf dem internationalen Gebiet weit richtiger handeln, langsam vorzugehen: Experimente so wenig als Improvisationen sind hier empfehlenswert.

II.

Die zweite These empfiehlt ein separates Vorgehen unter zwei Staaten und zwar auf dem Wege eines Staatsvertrages.

Ist dieses partielle Vorgehen praktisch? Es unterliegt berechtigten Zweifeln. Es werden nur wenige Fragen geordnet. Nur ein Teilstück des Rechts, das einen Organismus darstellt, wird herausgerissen und im praktischen Leben wird nachher leichthin gesagt werden, ein solcher Staatsvertrag habe wenig Wert, er erleide Fiasko, er sei nicht brauchbar. Gleichwohl unterstütze ich den Gedanken, mit einzelnen Staaten für sich Verträge abzuschliessen. Dieses Vorgehen entspricht auch dem Tempo der Geschichte.

Sobald man die Lösung des internationalen Konkursrechts auf dem angegebenen Wege versucht, frägt es sich dann weiter, welche Detailfragen herausgegriffen werden sollen. Hier lassen sich selbstverständlich erhebliche Divergenzen denken. Im Referate habe ich die meiner Ansicht nach wichtigsten genannt.

1. Die Gleichstellung der Ausländer mit den Inländern bedarf in der Schweiz keiner weiteren Erörterung. Art. 11 des schweiz. ZGB enthält denn auch eine Art Weltrechtsprinzip.

Immerhin stellt sich Oesterreich-Ungarn noch auf den Boden der Reziprozität. Es wird deswegen klug sein, die Gleichstellung förmlich zu vereinbaren.

2. Wichtig ist sodann die Ordnung der Kompetenz für die Konkureröffnung bei physischen und juristischen Personen. Hier ist an folgende Verhältnisse zu denken:

- a) eine Person hat mehrere Domizile oder mehrere Filialen in verschiedenen Staaten;
- b) eine Gesellschaft hat einen Sitz der Verwaltung und einen Geschäftssitz in verschiedenen Staaten.

In dieser Beziehung sind spezielle Bestimmungen erwünscht. Sodann muss man aussprechen, ob die Liquidation judiciaire auch unter den Konkurs falle, was das Bundesgericht im Urteile von 1909 i. S. Fontannaz hinsichtlich des französisch-schweizerischen Staatsvertrages bejaht hat (AE 35 1. T. S. 592). Ferner ist die Gleichstellung zu untersuchen betr. der Moratorien und der Interimsmassregeln Art. 657₃ und 704₂ OR.

3. Das Verbot von auswärtigen Arresten und Einzel-
exekutionen nach Ausbruch des Konkurses ist ein ganz besonders dringlicher Punkt. Ja, ich sage: wenn ein Staatsvertrag nur diesen einen Satz enthalten würde, hätten wir das internationale Konkursrecht erheblich gefördert.

- a) Ein solches Verbot hätte eine praktische Bedeutung ganz ohne Rücksicht darauf, wie sich die Staaten zu dem Prinzip der Universalität stellen. Im Gegenteil, ich nehme an, dass sie im wesentlichen dem Grundsatz der Territorialität huldigen. Ich supponiere also, dass in dem Staate A ein Konkurs ausbricht. Darauf wird das Konkurserkennnis gemäss vertraglicher Verständigung auch im Staate B publiziert, worauf gestützt die Gläubiger in diesem Gebiete zur Erhebung ihrer Ansprüche aufgefordert werden. Von da an sind nun auch in diesem Staate B keine Arreste und Spezial-
exekutionen mehr erlaubt, aber die rechtmässigen Gläubiger dieses Staats haben ein Recht auf Befriedigung an der Hand der dasselbst liegenden Aktiven und nur der Ueberschuss ist

an den Staat A abzuliefern. Soweit die Gläubiger des Staates B nicht volle Befriedigung erhalten, dürfen sie sich auch im Konkurse im Staate A beteiligen.

Nun wird man allerdings im Staate B ein dem französischen Exequaturverfahren analoges Vorgehen statuieren müssen, zumal in der Schweiz ein Konkurs nur anerkannt werden kann, wenn er zwangsweise gegen einen Kaufmann erklärt worden ist. Aus der Publikation des Konkursdekretes im Staate B folgt natürlich weiter, dass auch der Konkursit selber in diesem Gebiete keine rechtlichen Dispositionen über die dort liegenden Aktiven vornehmen darf. Ich halte es aber für klug, dies im Staatsvertrage speziell zum Ausdruck zu bringen.

- b) Da nun aber mit dem Vorgehen des Exequatur erheblich Zeit verstreichen kann, so müsste der zwischen den zwei Staaten massgebende Zeitpunkt noch speziell geordnet werden. Wenn ich dabei bedenke, dass speziell in kaufmännischen Konkursen die im Staate A erfolgte Konkurseröffnung auch ungesäumt im Staate B bekannt wird, so liesse sich wohl der Zeitpunkt der Konkurspublikation im Staate A als juristisch massgebend erklären. Diese Rückbeziehung wäre höchstens mit dem Vorbehalte zu versehen, dass der beteiligte Ansprecher noch mit dem Beweise zugelassen würde, dass er die Konkurspublikation nicht vernommen habe und nicht habe vernommen müssen.

4. Die Anerkennung des gerichtlich genehmigten Zwangsvergleiches zwischen zwei Staaten ist unter einem Vorbehalte zu befürworten.

- a) Wenn ein Konkurs die sämtlichen Aktiven eines Schuldners erfasst und ein gerichtliches Akkommodement homologiert wird, so sollte dieser Rechtsakt auch im andern Staate anerkannt werden. Dies entspricht einer humanen Auffassung, denn der Schuldner soll Gelegenheit bekommen, sich wieder aufzuraffen und eine neue Existenz zu begründen. Ich meine also, es könnten zwei Staaten diesen Satz staatsvertraglich aussprechen.

Der einzige Vorbehalt wäre hier, dass der Schuldner im andern Staate Aktiven besitzt oder dahin verschleppt hat. In diesen Fällen wären die Gläubiger an den Zwangsvergleich nicht gebunden.

- b) Allerdings kann man auch hier das Requisit der Exequatur aufstellen und in diesem Verfahren kann die eben erwähnte Frage untersucht werden.
- c) Vom Boden des schweizerischen Rechts aus ist weiter zu sagen, dass die bezüglich des Nachlassvertrages ausser Konkurs im BG vorgesehenen Publikationen auch im andern Staate erfolgen müssten (Art. 300 BGSch. u. K.), weil sonst die auswärtigen Gläubiger in Nachteil versetzt würden.

5. Es sollte notwendig auch die Frage geordnet werden, ob für die Weiterverfolgung des Konkursiten das Recht des Konkursorts oder das am neuen Exekutionsorte geltende Recht massgebend sein solle. Die richtigere Lösung ist die letztere, obschon das Bundesgericht anderer Meinung ist.

Auch hier ist freilich wieder ein ähnlicher Vorbehalt wie unter Nr. 4 zu machen. Nach der deutschen und österreichischen Konkursordnung kann der Konkursit nach der Durchführung des Konkurses uneingeschränkt neu verfolgt werden, in der Schweiz nur dann, wenn der Schuldner zu neuem Vermögen gelangt ist (Art. 265 BGSch u. K). Ist man der Ansicht des Bundesgerichts, so entstehen folgende Konsequenzen:

- a) Der in Deutschland in Konkurs geratene Schuldner kann an seinem neuen Domizil in der Schweiz unbeschränkt verfolgt werden: er bleibt weiter unter deutschem Recht stehen. Ich aber sage das Gegenteil: er steht unter dem neuen Rechte des Domizilorts;
- b) Der in der Schweiz in Konkurs geratene Schuldner kann an seinem neuen Domizil in Deutschland nur dann weiter verfolgt werden, wenn er neues Vermögen erlangt hat. Ich sage das Gegenteil: er steht unter dem neuen Rechte des Domizils. Die Frage muss so oder anders entschieden werden.

6. Wichtig ist auch die Ordnung der Gerichtshoheit. Es geht unmöglich an, die Gerichte des Konkursorts für alle im Konkurse auftretenden Streitigkeiten als kompetent anzusehen und die Staatsverträge müssen hier bestimmte Ausnahmen und Vorbehalte machen.

1. Der französisch-schweizerische Staatsvertrag reserviert die Immobilien und der Vertrag mit Württemberg ein spezielles gerichtliches Unterpfand oder ein noch vorzüglicheres Recht an dem beweglichen oder unbeweglichen Gute des Schuldners in dem Sinne, dass der Richter des Konkursorts nicht kompetent ist, über die betreffenden Ansprüche zu entscheiden. Damit stimmt auch das schweizerische Konkordat von 1810 § 2.

2. Ich habe im Referate noch weitere Ausnahmen angegeben.

7. Die Rechtshilfe. Dies ist ein ganz klarer Punkt, allein es gebietet doch die Vorsicht, die Pflicht zur Rechtshilfe allgemein zu statuieren und die im Referate herausgehobenen Fälle speziell zu erwähnen.

III.

Die dritte These beschäftigt sich mit der Art des Vorgehens durch die Schweiz. Nach meiner Meinung sollte die Schweiz in ruhiger und nüchterner Art versuchen, alte aber etwas stecken gebliebene Bestrebungen mit den Nachbarstaaten wieder aufzunehmen und sie in absehbarer Zeit zu verwirklichen.

Da das BGSch u. K. auf dem Territorialitätsgrundsatz steht, hat die Schweiz mehrfach Gelegenheit gehabt, zu erkennen, wie der gegenwärtige Zustand des internationalen Konkursrechts mangelhaft ist. Zweifellos wird der Handel und Verkehr schwer damit geschädigt und da speziell die Schweizer in diesen Fragen im höchsten Grade interessiert sind, müssen unsere Behörden dafür eintreten, dass die hier besprochenen Fragen ernsthaft, praktisch und rationell gelöst werden. Freilich genügt es nicht, dass der Juristenverein Wünsche ausspricht und Thesen aufstellt. Vielmehr muss dem Bundesrat

überlassen werden, den von ihm als geeignet angesehenen Moment auszuwählen, um den Nachbarstaaten Vorschläge zu machen. Im Referate ist gesagt, welche Staaten hier in Frage kommen.

Nach dem Gesagten darf ich wohl hoffen, dass die von mir aufgestellten Thesen angenommen werden. Natürlich hatte ich nicht an dem Wortlaute und auch nicht an den einzelnen Detailpunkten. Ich habe aber das Gefühl, dass das zu erstrebende Ziel nicht über die von mir aufgestellten Materien hinaus gehen sollte und speziell das sogenannte Betreibungsrecht besser auf der Seite lässt.

Zweifellos muss aber in dieser Materie gehandelt werden und es hat mich gefreut, anlässlich der diesjährigen Tagung die Gelegenheit gehabt zu haben, dem Juristenverein neuerdings vor Augen zu führen, dass die Fortbildung des internationalen Rechtslebens und speziell des internationalen Konkursrechts zu den grossen Aufgaben der Schweiz gehört.

Herr Dr. *Grenier*, Oberrichter in Lausanne, Korreferent, spricht sich wie folgt aus:

Messieurs et chers collègues,

Vous avez lu l'exposé si complet, présenté par M. le professeur Meili, de la question qui nous est soumise aujourd'hui, et vous avez dû éprouver le même sentiment que moi, c'est que la tâche de second rapporteur qui m'incombe est particulièrement lourde, et qu'il me sera difficile de trouver quelques considérations intéressantes à vous présenter.

Aussi bien n'ai-je pas d'objections de principe à élever contre les thèses du rapport; je suis d'accord avec elles, sauf peut-être à préciser quelques points; mais j'ai pensé que bien que le sujet donné ne se rapporte qu'à la faillite, il y aurait intérêt à voir si dans le domaine de l'exécution spéciale, de la saisie, il n'y aurait pas aussi quelques points qui devraient faire l'objet de conventions internationales.

Il faut tout d'abord reconnaître qu'en matière de poursuite plus que dans tout autre domaine du droit la difficulté est grande d'arriver à une entente internationale. Les institutions des divers Etats en ce qui concerne la faillite, divergent en effet sur des points capitaux. Tel Etat n'admet la faillite

qu'à l'égard des commerçants, tel autre l'étend à toutes les classes de citoyens, d'autres encore suivent des systèmes intermédiaires. Puis c'est la procédure à suivre qui diffère du tout en tout suivant les Etats, les conditions dans lesquelles la faillite peut être requise, les diverses classes de créanciers, la possibilité d'éviter la faillite par un concordat. Comment arriver à uniformiser ces institutions diverses qui tiennent de près à la vie intime de chaque peuple. Et cependant il se produit en ce domaine et par suite de la diversité même de ces institutions des abus si intenses qu'il importe d'améliorer la situation dans la mesure du possible, et que l'entente même sur quelques points seulement apparaît déjà comme hautement désirable. Ainsi actuellement le fait qu'une faillite a été déclarée dans un Etat n'empêchera nullement d'opérer sur les biens que le failli peut posséder dans un autre Etat une saisie ou un séquestre au profit de créanciers plus diligents ou mieux informés, et d'aboutir ainsi à une inégalité de traitement entre les créanciers, alors que la faillite a précisément pour but de les mettre sur un pied d'égalité.

Comment faire pour empêcher ces injustices? On a proposé une entente internationale sur la base du principe de l'universalité et de la force attractive de la faillite ouverte dans l'un des Etats contractants. Ce principe paraît clair, simple et de nature à résoudre toutes les difficultés. Mais aussitôt que l'on veut en prévoir l'application, on se heurte à des oppositions irréductibles, provenant précisément du fait des divergences de législations et de ce que ces institutions tiennent à l'âme populaire elle-même. C'est pour cela sans doute que le rapporteur tout en approuvant le principe en lui-même ne propose pas de le placer à la base d'une entente internationale.

Je crois cependant que ce principe doit rester l'idéal vers lequel nous devons tendre; c'est le principe soutenu par Savigny, par l'Institut de droit international et par bien d'autres esprits distingués; aussi ai-je tenu dans mes thèses à le poser en pleine lumière et à en faire le fil directeur de notre conduite dans les tractations à venir.

Ceci dit, je me rallie entièrement aux thèses du rapporteur, principalement à celle qui figure sous n° 1. Il faut à tout prix arriver à empêcher, lorsqu'une faillite est ouverte dans un Etat, que des poursuites particulières puissent s'exercer contre le failli dans un autre Etat. Il faut que ces poursuites ne puissent plus s'exercer qu'au nom de la masse et au profit de l'ensemble des créanciers. Aujourd'hui au contraire l'administration de la faillite ouverte dans un Etat n'a aucun moyen d'obliger un créancier qui a poursuivi le failli à l'étranger à restituer ce qu'il a reçu en plus du dividende alloué par la faillite, et cela même s'il s'agit d'un créancier suisse d'une faillite ouverte en Suisse. On a, il est vrai, soutenu qu'en cas pareil la masse aurait une action en restitution contre ce créancier; j'ai tout lieu d'en douter. Sur quoi, en effet, se fonderait cette action; serait-ce une action pour enrichissement illégitime? mais où est dans l'état actuel de nos lois l'illégitimité de cet enrichissement? Tout au plus, pourrait-on admettre, si ce créancier resté à découvert à l'étranger, vient intervenir dans la masse suisse, pour le solde qui lui est dû, que celle-ci refuse cette intervention.

Je suis d'accord également avec les propositions de M. Meili dans sa thèse n° 2; les points soulevés dans cette thèse et dans l'exposé qui la justifie sont certainement parmi les plus importants, ceux sur lesquels une entente est la plus désirable, et ce serait déjà un très grand progrès si l'accord pouvait se faire ne fût-ce que sur l'un ou l'autre d'entre eux.

Je n'ai enfin pas d'observations à présenter sur la thèse n° 3.

Ainsi que je l'ai dit au début, il se présente en matière de saisie, un certain nombre de questions qu'il y aurait également intérêt à trancher dans une convention internationale. J'en cite spécialement deux: la question du séquestre ou saisie-arrêt, et celle de la saisie en participation.

En ce qui concerne le *séquestre*, il est à remarquer qu'aujourd'hui, et sous réserve des dispositions contraires des traités, un créancier suisse peut exercer en Suisse un séquestre sur les biens que son débiteur domicilié à l'étranger peut pos-

séder en Suisse. Il peut ainsi facilement poursuivre la rentrée de sa créance sans devoir aller plaider à l'étranger. Mais dès qu'il y a entre la Suisse et un Etat étranger un traité garantissant aux ressortissants des deux pays qu'ils ne peuvent être recherchés qu'à leur domicile pour toute action personnelle, on conteste au créancier le droit de pratiquer un séquestre contre son débiteur en dehors de ce for du domicile. C'est le cas, p. ex., ensuite du traité de 1869 entre la Suisse et la France, de telle sorte qu'aujourd'hui la jurisprudence du Tribunal fédéral interdit à un créancier suisse de pratiquer en Suisse un séquestre contre son débiteur français domicilié en France, et cela même alors que le débiteur se trouverait dans un des cas de séquestre autre que ceux résultant du seul fait qu'il est étranger. Et pendant ce temps, la même jurisprudence autorise un créancier allemand à pratiquer ce séquestre sur les biens situés en Suisse d'un débiteur français domicilié en France.

J'estime que cette interdiction de pratiquer le séquestre n'est nullement une conséquence nécessaire du traité. Je crois, avec M. Roguin p. ex., que le séquestre peut être pratiqué en Suisse, sauf à ouvrir en France, s'il y a lieu, l'action en reconnaissance de dette consécutive au séquestre, dans le cas où la créance serait contestée. J'ai eu même dans ma pratique un cas où j'ai procédé de cette manière sans rencontrer d'opposition.

Je crois que l'on pourrait sans difficulté faire introduire ce principe dans une convention internationale, et je vous propose une thèse dans ce sens.

En ce qui concerne la saisie en participation, la question est plus délicate, et l'on se trouve en présence de principes fort différents suivant les diverses législations. En Allemagne, p. ex., l'antériorité de la saisie donne au créancier premier saisissant un droit absolu de priorité. En France, au contraire, tous les créanciers qui ont saisi jusqu'à la liquidation des biens, sont placés sur un pied absolu d'égalité. En Suisse nous avons un système intermédiaire: dans un certain délai (un mois) dès la première saisie, les autres créanciers ont le

droit de se joindre à cette saisie, et s'ils le font ils concourent à égalité de droits sur le produit de la réalisation des biens saisis. Ces divergences entraînent naturellement des inégalités choquantes entre les créanciers, si des saisies ont lieu successivement en Allemagne et en Suisse par exemple. Les créanciers allemands, saisissant en Suisse, participent à la première saisie, tandis que les créanciers suisses, saisissant en Allemagne, sont évincés au profit du créancier premier saisissant.

De même la femme mariée étrangère jouit en Suisse de facilités pour saisir par la voie de la participation les biens de son mari au profit de ses créances résultant du droit matrimonial, et généralement d'un délai d'intervention plus étendu, tandis que ces facilités sont refusées à la femme suisse dans une saisie pratiquée à l'étranger au préjudice de son mari.

Encore ici, par conséquent, nous nous trouvons en présence d'une inégalité de traitement que l'adoption de ma seconde thèse ferait disparaître.

On me dira sans doute qu'il sera déjà assez difficile d'arriver à une entente en matière de faillite, sans compliquer encore la situation en soulevant d'autres questions relatives à la saisie. Je réponds qu'il s'agit ici seulement d'indiquer les points sur lesquels une entente paraît désirable, et que nos négociateurs pourront ensuite dans chaque cas donné voir dans quelle mesure il pourra être donné suite à ces desiderata. Encore une fois nous ne demandons pas que toutes ces innovations entrent en bloc dans les futurs traités; il suffira d'y faire entrer celles qui entre les deux Etats en cause paraîtront admissibles.

Je puis d'ailleurs m'appuyer ici sur l'autorité de mon savant ami et collègue M. Meili qui, dans son traité sur la faillite en droit international, relève précisément ces deux points comme connexes aux questions plus spécialement relatives à la faillite.

En résumé, Messieurs et chers collègues, je vous propose l'adoption des thèses du rapporteur en les complétant dans le sens des thèses que j'ai l'honneur de vous soumettre :

En adoptant ces conclusions nous aurons le sentiment d'avoir contribué à une marche en avant dans le domaine des relations internationales, et nous inaugurerons bien le second demi-siècle d'existence de notre société.

Thèses présentées par le co-rapporteur, Dr. L. Grenier, à Lausanne.

Si le principe de l'unité et de l'universalité de la faillite ne peut actuellement et par des motifs d'opportunité être mis à la base des conventions à conclure avec d'autres Etats en matière de faillite, il n'en reste pas moins le principe désirable dont il faut chercher à se rapprocher le plus possible.

Dans les conventions que la Suisse pourrait conclure avec d'autres Etats pour régler la faillite en droit international, il y aurait lieu de résoudre également un certain nombre de questions concernant la saisie, et qui par leur nature même peuvent simultanément intéresser plusieurs Etats.

Nous citons entre autres les deux questions suivantes:

1. Le séquestre doit pouvoir être exercé sur des biens situés dans le pays du créancier, et appartenant à un débiteur domicilié dans un autre pays, lorsque, d'ailleurs, les conditions de validité du séquestre sont réunies d'après la loi du lieu de situation des biens. Mais le créancier, s'il n'est pas au bénéfice d'un titre permettant la main-levée définitive, doit, pour faire reconnaître l'existence de sa créance, ouvrir action au domicile du débiteur.

2. La saisie par voie de participation étant une véritable liquidation partielle des biens du débiteur, le principe de la saisie par voie de participation devrait être inséré dans les traités à conclure, de telle façon que les saisies instées sur des biens situés dans un pays et devenues insuffisantes par suite de la participation d'autres créanciers, puissent être complétées sur des biens du débiteur situés dans l'autre pays contractant.

Der Vorsitzende verdankt beide Referenten und eröffnet die Diskussion, an welcher sich folgende Herren beteiligen:

Herr *Ernst Keller*, Bezirksrichter in Zürich: Ich stimme dem Herrn Referenten bei mit einigen Vorbehalten. Man soll

nicht durch autonome Vorbildern sich international ordnen wollen. Es sind Staatsverträge nötig.

Das Bundesgericht vertritt die Auffassung, es gelte das Territorialitäts-Prinzip. Im internationalen Recht ist die Kernfrage die: Soll das Universalitäts-Prinzip, oder das Territorialitäts-Prinzip gelten. Ich bin Anhänger des Universalitäts-Prinzips. Wir schaffen damit nichts neues und wir werden auch in Deutschland guten Boden finden. Dieses Prinzip ist praktisch. Es liegt im allgemeinen Interesse, dass bei Konkursen das gesamte Vermögen liquidiert werde.

Mit dem Grundsatz der Allgemeinheit ist nicht im Widerspruch, wenn mehrere Konkurse durchgeführt werden; es ist nur erforderlich, dass auf alles Vermögen Beschlagnahme gelegt werde.

Im Gegensatz zum Korreferat bin ich aber der Meinung, betreibungsrechtliche Fragen sollen nicht damit verknüpft werden; diese Regelung muss separat erfolgen.

Herr Professor Dr. *Blumenstein* in Bern: Eine gründliche Diskussion der Frage, ob und inwieweit sich eine Internationalisierung des Konkursrechtes empfiehlt, ist zweifellos sehr zeitgemäss. Die Tendenz einer internationalen Ausgestaltung des Rechtes liegt nun einmal im Zuge unserer Zeit, und gerade im Gebiete des Konkursrechtes können sich infolge seines engen Zusammenhanges mit dem Handelsrecht, Verhältnisse ergeben, für welche ein Haltmachen der staatlichen Rechtshilfe an der Landesgrenze zu fühlbaren Unzukömmlichkeiten führt.

Auf der andern Seite aber dürfen auch die Schwierigkeiten nicht verkannt werden, welche sich gerade im Konkursrecht einer Internationalisierung entgegenstellen. Es muss als symptomatisch betrachtet werden, dass die Haager Konferenz im Jahre 1894 darauf verzichtete, hierfür das Projekt einer allgemeinen Uebereinkunft aufzustellen, sondern lediglich die vertragliche Regelung zwischen einzelnen Staaten empfahl und dafür ein Normalprojekt ausarbeitete.¹⁾

¹⁾ Vergl. Meili, Lehrbuch des internationalen Konkursrechtes, 1909, S. 33 ff.; Meili, Moderne Staatsverträge über das internationale Konkursrecht, 1907, S. 82 ff.

Man wird deshalb mit dem Hauptreferenten der Versammlung des Juristenvereins, Prof. Meili, wohl allgemein einig gehen, wenn er in seinem Gutachten — gleich wie in seinen früheren Arbeiten über diesen Gegenstand — davor warnt, bei Internationalisierungsversuchen auf diesem Gebiete das Ziel zu weit zu stecken, „bloss deswegen, weil es ästhetisch blendet“.¹⁾

Die Hauptschwierigkeit, welche sich dem Abschluss konkursrechtlicher Staatsverträge — auch mit einzelnen Staaten — entgegenstellt, ist m. E. darin zu erblicken, dass hier das formelle Recht (Behördenorganisation und Verfahren) mehr als das materielle in Frage kommt.²⁾ Es gälte also hier in der Hauptsache positive Einrichtungen der einzelnen Staaten einander anzupassen und das interne Recht mit Rücksicht auf auswärtige Staatseinrichtungen zu modifizieren. Soweit ist aber gegenwärtig der internationale Rechtsgedanke noch nicht vorgeschritten, dass ein derartiges Unterfangen Aussicht auf Erfolg hätte.

Speziell für das schweizerische Konkursrecht sind die soeben skizzierten Schwierigkeiten in grosser Anzahl vorhanden. Dies rührt namentlich daher, dass unser Gesetzgeber den Konkurs in das System des allgemeinen Schuldbetreibungsrechtes eingefügt hat. Daraus ergeben sich für den erstern Besonderheiten, zu welchen wir in ausländischen Rechten vergeblich ein Analogon suchen. Erinnerung sei nur beispielsweise an unsere formellen Konkursgründe (ordentliche Konkursbetreibung und Wechselbetreibung), welche sich nur aus der ganzen Struktur unseres Betreibungsverfahrens heraus erklären und begreifen lassen, an die Ausgestaltung des Arrestes, sowie des Nachlassvertrages. Ich könnte mir

¹⁾ Meili, *Moderne Staatsverträge*, S. 88.

²⁾ Vergl. darüber *Zeitschrift des bern. Juristenvereins*, Bd. 46, S. 24 ff., spez. S. 27. Neben dieser Schwierigkeit darf ferner nicht ausser Acht gelassen werden, dass eine internationale Regelung des Konkursverfahrens auch noch in hohem Grade auf die Moralität und die Kreditwürdigkeit des fremden Staates, sowie auf diejenige seiner Beamten abzustellen hat, einen Faktor, dem die vertragsabschliessenden Behörden die allergrösste Aufmerksamkeit schenken sollten. Vergl. auch Meili, *Staatsverträge*, S. 85.

keine Möglichkeit denken, gerade diese Einrichtungen an die Institute des deutschen, französischen oder österreichischen Konkursrechtes anzupassen.

Diese Schwierigkeiten beeinträchtigen nicht nur den Abschluss neuer Staatsverträge; sie machen sich öfters auch bei der Anwendung der bereits bestehenden geltend, welche alle aus der Zeit vor dem Erlass unseres Schuldbetreibungs-gesetzes stammen. Gerade aus den hierbei gemachten Erfahrungen lassen sich daher für die Diskussion über die Wünschbarkeit und die Ausgestaltung konkursrechtlicher Staatsverträge einige nützliche Anhaltspunkte gewinnen. Auf dieselben soll denn auch im Nachstehenden kurz eingetreten werden.

I.

Nach der Struktur des Konkurrechtes überhaupt lässt sich eine internationale Regelung am besten unter den beiden hauptsächlichen Gesichtspunkten des materiellen Konkursrechtes und des Konkursverfahrens betrachten. Und zwar ist — wie schon angedeutet wurde — das materielle Konkursrecht derjenige Teil der Materie, in welchem eine staatsvertragliche Normierung m. E. am leichtesten zu erzielen wäre und namentlich auch am wenigsten störend in das positive Landesrecht eingreifen würde. Es ist denn auch kein Zufall, dass sich die meisten der ziemlich zahlreichen von der Eidgenossenschaft oder einzelnen Kantonen abgeschlossenen Uebereinkommen ausschliesslich oder doch in der Hauptsache auf Fragen des materiellen Konkursrechtes beziehen.¹⁾ Eine Ausnahme bildet nur der Gerichtsstandsvertrag mit Frankreich vom 15. Juni 1869; und gerade seine verfahrenstechnischen Bestimmungen müssen — wie noch zu zeigen sein wird — als für unsern gegenwärtigen Rechtszustand ziemlich wenig zweckmässig bezeichnet werden.

Die beiden Hauptrichtungen, in welchem sich eine staatsvertragliche Regelung des materiellen Konkursrechtes

¹⁾ Vergl. die Zusammenstellung dieser Verträge bei Meili, Lehrbuch, S. 246 ff.; Moderne Staatsverträge, S. 25 ff.; ferner Blumenstein, Handbuch des schweizerischen Schuldbetreibungsrechtes, S. 25 ff. und S. 549 ff.

zu bewegen hat, lassen sich kennzeichnen als die internationalen Rechtsbeziehungen hinsichtlich des Konkurssubjektes einerseits und diejenigen hinsichtlich des Konkurssubstrates anderseits.

1. Die Rechtsstellung des Gläubigers als Konkurssubjektes bereitet im internationalen Rechtsverkehr wenig Schwierigkeiten. In den meisten europäischen Staaten wird — gleichgültig ob durch ausdrückliche Vorschriften des positiven Rechtes sanktioniert oder nicht — der Grundsatz gehandhabt, dass der ausländische, bzw. der im Ausland wohnende Gläubiger dem inländischen gleichzustellen sei, unter Vorbehalt allfälliger Retorsionsmassnahmen.¹⁾ Dies wird denn auch in unsern konkursrechtlichen Staatsverträgen beinahe ausnahmslos *expressis verbis* statuiert.

2. Schwieriger gestaltet sich die Frage mit Bezug auf den Konkursschuldner. Hier ist nämlich festzustellen, welche Beziehungen derselbe zum Inland besitzen muss, damit über ihn Konkurs daselbst verhängt werden kann. Von unsern gegenwärtigen Staatsverträgen befasst sich einzig der französisch-schweizerische (Art. 6, Al. 1) und derjenige mit Württemberg von 1825/26 (Art. 1) mit diesem Punkte, indem sie beide — um mit den Worten des letztgenannten Vertrages zu sprechen — „die Allgemeinheit des Konkursgerichtsstandes in dem Wohnort des Gemeinschuldners“ feststellen, d. h. denjenigen Staat als allein zur Konkursöffnung befugt bezeichnen, in welchem der Schuldner seinen Wohnsitz hat. Da jedoch die eine wie die andere Bestimmung ihrem Wortlaute nach offenbar nur auf physische Personen Bezug nimmt, so könnten sich beim Ausbruch des Konkurses über eine Personengesamtheit, namentlich eine Handelsgesellschaft, leicht Differenzen ergeben; besonders wenn die Gerichtspraxis in den beiden Staaten, oder gar das positive Recht betreffend die Umschreibung der Haupt- und Zweigniederlassung nicht übereinstimmen sollte. Das Bundesgericht hat

¹⁾ Vergl. Meili, Referat, S. 15 ff. Blumenstein, Handbuch, S. 552 f. und die dortigen Zitate.

die französisch-schweizerische Uebereinkunft stets dahin ausgelegt, dass die Hauptniederlassung massgebend sei. Seine Entscheidungen zeichnen sich durch strenge Loyalität aus.¹⁾ Immerhin wird beim Abschlusse neuer Vereinbarungen eine spezielle Regelung dieses Gegenstandes nicht zu umgehen sein. Ohne Schwierigkeiten wird dies freilich nicht abgehen. Einerseits nämlich verlangt die obligatorische Verlegung der Konkursöffnung an den Ort des Wohnsitzes, bezw. der Hauptniederlassung vom schweizerischen Gesetzgeber einen Verzicht auf die im Schuldbetreibungsgesetz vorgesehenen speziellen Betreibungsorte, wovon hier namentlich die in Art. 50 leg. cit. erwähnten in Betracht fallen, andererseits aber kennen auch ausländische Rechte spezielle Fora der Konkursöffnung (vergl. z. B. deutsche Konkursordnung § 238).

3. Die berühmteste und materiell wichtigste Streitfrage des internationalen Konkursrechtes bildet diejenige nach dem Konkurssubstrat. Ob Universalprinzip oder Territorialprinzip, ob die Attraktivkraft des Konkurses zu proklamieren sei, darüber hat man sich seit Savigny in der Theorie weidlich herumgestritten, und Meili (Referat S. 13) bezeichnet die Kontroverse in gutmütigem Spott als die „Sphinx“ des internationalen Konkursrechtes. Ihre Unlösbarkeit resultiert m. E. einfach daraus, dass es sich dabei in praxi eben nicht um ein juristisches Problem, sondern um eine Macht- und Besitzesfrage handelt, nämlich darum: Ist es zweckmässig, Vermögensstücke, welche sich im Lande befinden, in einen ausländischen Konkurs abzuliefern? Zuzugeben ist freilich, dass das Universalitätsprinzip der Natur des Konkurses als General-Exekution am besten entsprechen würde. Die Landesbehörde aber, welche in den Fall kommt, einen Staatsvertrag abzuschliessen, wird in erster Linie darauf Bedacht nehmen, ihre eigenen Angehörigen zu schützen und ihnen nicht ohne Not zumuten, ihre Forderungen gegen einen Schuldner in einem ausländischen Konkurs mit erheblichen Kosten geltend zu machen, während sich im Lande selbst Vermögensstücke des

¹⁾ Vergl. B E Bd 15 Nr. 79, Bd 21 Nr. 8. Bd 30 (1) Nr. 14.

Schuldners befinden, die zur Deckung jener Forderungen dienen könnten. Hier wird man sich vielmehr — wie das auch Meili (Staatsverträge S. 85; Referat S. 41) betont — mit dem vernünftigerweise Erreichbaren begnügen müssen.

Gerade unsere bestehenden Staatsverträge könnten dabei m. E. einen Ausgangspunkt zur praktischen Lösung der Frage abgeben, indem man ihre einschlägigen Vorschriften im Sinne ihrer allgemeinen Tendenz weiter entwickeln würde. Sowohl der Vertrag mit Württemberg nämlich (Art. 4), als auch derjenige mit Frankreich (Art. 6, Al. 2) sehen prinzipiell vor, dass die Verwaltung des in einem Lande ausgebrochenen Konkurses die im andern Vertragsstaate liegenden Vermögensstücke des Gemeinschuldners zur Masse ziehen könne, wobei allerdings der französisch-schweizerische Vertrag die vorausgegangene Erteilung des Exequaturs für das Konkurserkennntnis verlangt. Ferner aber sehen beide Uebereinkünfte eine Einschränkung des Universalitätsprinzips zu Gunsten der an den auszuliefernden Gegenständen dinglich Berechtigten vor. Und zwar ermächtigt der württembergische Vertrag (Art. 5) jeden Gläubiger, welcher ein „spezielles gerichtliches Unterpfand oder ein noch vorzüglicheres Recht“ an dem betreffenden (beweglichen oder unbeweglichen) Gute des Schuldners besitzt, dieses Recht „vor dem Richter und nach den Gesetzen desjenigen Staates, wo dieser Gegenstand liegt, geltend zu machen“. Nur ein allfälliger Ueberschuss über die Befriedigung jener Gläubiger hinaus wird an die auswärtige Konkursmasse abgeliefert, während umgekehrt der Pfandgläubiger einen allfällig durch das Pfand nicht gedeckten Teil seiner Forderung im ausländischen Konkurs geltend machen kann. Der Vertrag mit Frankreich (Art. 6, Al. 3 und 4) enthält eine analoge Bestimmung nur mit Bezug auf die Immobilien, während die Mobilien durch den Vertreter der Konkursmasse unter Beobachtung der *lex rei sitae* verwertet werden sollen und der daraus erzielte Erlös in die allgemeine Konkursmasse fällt.¹⁾

¹⁾ Vergl. Blumenstein, Handbuch, S. 505 ff.

Diese Bestimmungen bergen m. E. einen guten Kern. Sie gehen aber einerseits zu weit, anderseits zu wenig weit und passen namentlich nicht mehr genau zu dem gegenwärtigen Stande unseres Schuldbetreibungsrechtes.

Richtig ist dabei jedenfalls der Grundsatz, dass derjenige, welcher an einer im Inland gelegenen Sache ein dingliches Recht besitzt, nicht nötig haben soll, zu dessen Realisierung an einem ausländischen Konkurse teilzunehmen, dass vielmehr die Zwangsvollstreckung im Inlande und nach dem inländischen Verfahren vor sich zu gehen hat. Dagegen erhebt sich dabei gleich die Frage, was unter einem dinglichen Recht verstanden sein soll. Die Uebereinkunft mit Württemberg spricht — wie oben gezeigt wurde — von einem „speziellen gerichtlichen Unterpfang oder einem noch vorzüglicheren Recht“. Es kann deshalb keinem Zweifel unterliegen, dass der württembergische Gläubiger ein derartiges Vorrecht durch eine Pfändung im Sinne der §§ 803 ff. der deutschen ZPO erwirbt, da ja § 804 leg. cit. ausdrücklich von einem Pfandrechte des Gläubigers am gepfändeten Gegenstande spricht. Dem schweizerischen Gläubiger dagegen entsteht nach richtiger Ansicht durch die betreibungsrechtliche Pfändung weder ein Pfandrechte, noch überhaupt ein dingliches Recht am Pfändungsgegenstand.¹⁾ Gleichwohl wird es nötig sein, seine Interessen dadurch zu wahren, dass man unsere Pfändung in dieser Beziehung derjenigen des deutschen Rechtes ausdrücklich gleichstellt. Analog verhält es sich mit dem Arrest (vergl. einerseits § 930 der deutschen ZPO und anderseits Art. 281, Al. 3 SchKG).

Eine weitere Präzisierung der Bestimmungen aber sollte in der Richtung erfolgen, dass für eine möglichst gleichzeitige Durchführung der inländischen Spezialexécution mit dem ausländischen Konkurse gesorgt würde, was vielleicht in der Weise geschehen könnte, dass die ausländische Konkursverwaltung beim inländischen Richter für das Konkurserkennnis ein Exequatur nachzusuchen hätte, nach dessen Erteilung den inländischen Pfändungsgläubigern eine Frist zur Anbegehrung,

¹⁾ Vergl. Blumenstein, Handbuch, S. 327 ff.

bezw. Durchführung der Verwertung, den Arrestgläubigern aber eine solche zur Prosequierung des Arrestes auch in den fortgeschritteneren Stadien der Arrestbetreibung¹⁾ zu setzen wäre. Ein Ueberschuss des Pfändungssubstrates, bezw. des Erlöses über die Deckung der genannten Forderungen hinaus endlich wäre durch die inländische Vollstreckungsbehörde an die ausländische Konkursmasse abzuliefern.

Als Gegenstück zu der soeben erwähnten Privilegierung der inländischen Gläubiger wäre die Bestimmung aufzunehmen und sorgfältig zu normieren, dass der inländische Gläubiger nur für den durch die inländische Exekution nicht gedeckten Teil seiner Forderung am ausländischen Konkurs teilnehmen darf und über die Grösse der betreffenden Quote eventuell eine Bescheinigung der zuständigen Behörde beizubringen hat. Es ist nämlich zu bemerken, dass im schweizerischen Konkursrecht eine sichere Handhabe, ihn dazu zu zwingen, nicht besteht. Die Frage kann besonders dann praktisch werden, wenn zur Zeit der Konkursöffnung jene Spezial- exekution noch nicht zu Ende geführt war. Im Zusammenhang damit wäre dann auch noch gleich die weitere Frage zu lösen, nach welchem Rechte sich eine spätere Belangbarkeit des Konkursiten für die im Konkurse nicht gedeckten Forderungen zu richten habe, wobei m. E. der Ansicht Meilis (Referat S. 29 ff.) beizustimmen ist, welcher das Recht des späteren Exekutionsortes und nicht dasjenige des Konkursortes anwendbar erklären will.

Für solche Staatsverträge endlich, in welchen das Universalitätsprinzip überhaupt nicht aufgenommen werden soll, liesse sich vielleicht ein Mittelweg in der Weise finden, dass man zwar das im Inland liegende Vermögen des Schuldners in erster Linie für die Befriedigung der inländischen Gläubiger reservieren, einen allfälligen Ueberschuss jedoch an die ausländische Konkursmasse abliefern würde. Zu diesem Zwecke würden nach Erteilung des Exeqaturs für das Konkurs-

¹⁾ Wie dies die Praxis ohnehin schon jetzt tut; vergl. Kreisschreiben der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer vom 1. November 1910.

erkenntnis die inländischen Gläubiger durch den Vollstreckungsrichter mittels öffentlicher Bekanntmachung aufgefordert, binnen einer bestimmten Frist für ihre Forderungen Spezialexécution anzuheben. Nach Durchführung der letztern, bezw. nach unbenütztem Ablauf der Frist hätte sodann die Aushändigung des Vermögens, bezw. eines allfälligen Ueberschusses an die auswärtige Konkursmasse zu erfolgen.

Ob man aber überhaupt bei neu abzuschliessenden Staatsverträgen hinsichtlich des Universalitätsprinzips weiter gehen soll, als eben angedeutet wurde, d. h. ob die in den Verträgen mit Frankreich und Württemberg getroffene Normierung beizubehalten, bezw. auch in künftige Abmachungen aufzunehmen sei, mag dahin gestellt bleiben. Jedenfalls kann man mit gewichtigen Argumenten die eine und die andere Ansicht vertreten. Immer aber wird es gerade in diesem Punkte gut sein, die „Kreditwürdigkeit“ des betreffenden ausländischen Staates genau zu prüfen und, falls man sie bejaht, die nötigen Kauteln sorgfältig zu formulieren.

II.

Was die internationale Regelung des Konkursverfahrens anbelangt, so wurde schon oben angedeutet, dass und warum einer solchen mit Misstrauen entgegenzutreten ist. Man darf auch ruhig behaupten, dass die Schweiz damit im Vertrag mit Frankreich, dem einzigen, welcher sich etwas eingehender auf diese Materie erstreckt, nicht gute Erfahrungen gemacht hat. Namentlich aber unter der Herrschaft unseres gegenwärtigen Schuldbetreibungsrechtes erweisen sich jene Bestimmungen als unpraktisch.

1. Was einmal die bereits öfters erwähnte Vollstreckbarerklärung des Konkurserkennnisses anbelangt, so vergisst Art. 6, Al. 2 des französisch-schweizerischen Vertrages welcher sie fordert, zu bestimmen, von welchem Zeitpunkt an das Konkurserkennnis nach erteiltem Exequatur im Vollziehungsstaat zu wirken beginnt. Die herrschende Meinung in Doktrin und Praxis hat diese Lücke dahin ergänzt, dass

eine Rückbeziehung der Wirkung auf den Moment des Erlasses des Konkurserkennnisses selbst stattzufinden hat.¹⁾

2. Als ganz unglücklich muss die Bestimmung in Art. 7 des Vertrages mit Frankreich bezeichnet werden, welche für alle Klagen, welche aus Anlass der Konkursöffnung gegen Gläubiger oder gegen Dritte anzuheben sind, den Gerichtsstand des Wohnsitzes des Beklagten festgesetzt, sofern sich der Rechtsstreit nicht auf dingliche Rechte an Immobilien bezieht. Kollokationsklagen gegen einen in Frankreich wohnenden Gläubiger gemäss Art. 250 SchKG, Anfechtungsklagen gemäss Art. 214, 285 ff. gegenüber in Frankreich wohnenden Franzosen sind demnach beim französischen Richter anzustellen, welcher nun nach schweizerischem Recht zu prüfen hat, ob der Klageanspruch begründet ist oder nicht. Dass eine derartige Regelung der Materie nicht praktisch ist und einer Neuordnung bedarf, braucht wohl nicht besonders begründet zu werden. Vielmehr ist mit Bezug hierauf These 6 (S. 32) des Referates Meili zu begrüßen. Allerdings würde ich im Gegensatz zu ihm für Anfechtungsklagen niemals ein *forum delicti commissi*, sondern ausschliesslich den Gerichtsstand des Konkursortes als massgebend annehmen, da ich die Anfechtungsklage als betreibungsrechtliche Klage mit Reflexwirkung auf das materielle Recht betrachte.²⁾

Dass überhaupt eine Revision der Gerichtsstandsbestimmungen im französisch-schweizerischen Vertrag nicht überflüssig wäre, haben die in der Presse viel erörterten Vorkommnisse der letzten Zeit zur Genüge bewiesen. In diesem Zusammenhang könnten endlich die in der schweizerischen Rechtsliteratur kontroversen Fragen gelöst werden, ob einerseits jene Gerichtsstandsbestimmungen auch auf die Anhebung einer Betreibung Bezug haben und ob andererseits durch sie in der Schweiz die Arrestlegung gegen einen in Frankreich wohnenden Franzosen ausgeschlossen sei. Die Argumente, welche die herrschende Ansicht in Theorie und

¹⁾ Vergl. Blumenstein, Handbuch, S. 558.

²⁾ Vergl. Handbuch S. 107 ff. und 858

Praxis für eine prinzipielle Bejahung der letzteren Frage ins Feld führt, sind durchaus nicht einwandfrei.¹⁾ De lege ferenda wäre aber jedenfalls — namentlich für den Arrest — eine Ausschaltung solcher Hemmungen des einheimischen Rechtes empfehlenswert. Ist doch nicht einzusehen, warum der schweizerische Hôtelier den französischen Reisenden, welcher seine Zeche nicht bezahlt, ruhig laufen lassen soll, um den Betrag nachher mit grossen Kosten vor dem französischen Richter am Wohnsitz des Schuldners einzuklagen.

3. Im Zusammenhang damit steht die Frage, ob und inwieweit ein Arrest im Inland während eines im Ausland hängenden Konkurses zulässig sein soll. Eine Reihe von der Schweiz, bzw. einzelnen Kantonen, abgeschlossener Uebereinkünfte verbietet ausdrücklich eine derartige Arrestlegung, so die Uebereinkünfte mit Württemberg, Art. 3, mit Bayern (1834), St. Gallen-Oesterreich (1842), St. Gallen-Hamburg 1858/61).²⁾ Meili (Referat S. 34) empfiehlt die Aufnahme derartiger Vorschriften auch für die Zukunft.

Mir scheint die Art und Weise einer Beantwortung der Frage durchaus von der Stellungnahme zu derjenigen der Universalität oder Territorialität des Konkurses und der aus ihrer Beantwortung resultierenden Behandlung des Konkurssubstrates abhängig zu sein (vergl. oben sub I, Ziff. 3). Verweigert man nämlich die Einwerfung des im Inland liegenden schuldnerischen Vermögens in einen ausländischen Konkurs, so hätte offenbar auch das oben skizzierte Arrestverbot keinen Sinn. Wenn eben das Vermögen nicht in die ausländische Konkursmasse fällt, unterliegt es der Exekution im Inland, zu deren Sicherung im schweizerischen Rechte der Arrest dient, während er nach einigen ausländischen Gesetzgebungen sogar direkt exekutorischen Charakter besitzen kann. Aber auch, wenn man dem Grundsatz der Universalität unter den in den gegenwärtigen Verträgen vorgesehenen und oben vor-

¹⁾ Vergl. über den gegenwärtigen Stand der Frage Blumenstein, Handbuch, S. 171 f. und 835 ff.

²⁾ Vergl. Blumenstein, Handbuch, S. 555 f.

geschlagenen Einschränkungen beistimmt, schiene mir die Zulassung eines Arrestes oder doch mindestens seiner Prosequierung während einer bestimmten Frist empfehlenswert zu sein. Insbesondere aber müsste — wie schon früher angedeutet — dafür Sorge getragen werden, dass nicht der schweizerische Gläubiger infolge der besondern Natur und Struktur des Arrestes nach unserem Schuldbetreibungsrecht gegenüber den Gläubigern solcher Staaten, deren Gesetzgebung dem Institut eine ausgedehntere Wirksamkeit, namentlich in exekutorischer Beziehung, beigelegt, in Nachteil versetzt würde.

4. Besondere Schwierigkeiten setzt die schweizerische positiv-rechtliche Regelung der Materie auch einer internationalen Geltung des Zwangsvergleiches (Nachlassvertrages) entgegen. Der französisch-schweizerische Vertrag (Art. 8) anerkennt sie, und Meili (Referat S. 25 ff.) empfiehlt sie unter gewissen Einschränkungen.

Vom spezifisch schweizerischen Standpunkte aus betrachtet scheint mir vorerst ein Hindernis für eine derartige Anerkennung darin zu liegen, dass eben der Zwangsvergleich, wie er den meisten ausländischen Rechten bekannt ist, von unserem Nachlassvertrag namentlich dadurch differiert, dass wir auch das gerichtliche Akkommodement ausser Konkurs besitzen, während die übrigen Staaten — ausser Belgien — regelmässig den Zwangsvergleich nur als Konkursaufhebungsgrund zulassen. Würde deshalb unser Nachlassvertrag in allen Fällen einem ausländischen Zwangsvergleich gleichgestellt, so würde dadurch die Stellung der ausländischen Gläubiger gegenüber den schweizerischen verschlechtert, indem jene öfters die im Nachlassvertrag ausser Konkurse ergangenen Publikationen (Art. 300 Sch K G) nicht kennen und dadurch mangels Anmeldung ihrer Forderungen gewisse Rechtsnachteile (Ausschluss von der Sicherstellung gemäss Art. 306, Ziff. 3, 313) erleiden würden. Stellt man dagegen nur auf den Nachlassvertrag im Konkurse ab, so befinden sich die schweizerischen Gläubiger gegenüber den ausländischen in Nachteil, indem die letztern beim Nachlassvertrag ausser Konkurs erst das im Ausland liegende schuldnerische Vermögen bis zur vollen Deckung in

Beschlag nehmen, um sodann auch noch an der inländischen Nachlassdividende partizipieren, während die ersteren auf die Dividende beschränkt sind. Eine ganz genaue Prüfung der in Betracht fallenden Faktoren und Verhältnisse vor einem allfälligen Vertragsabschluss wird also schweizerischerseits auch hier geboten sein.

* * *

Eine vollständige und eingehende Untersuchung und Darstellung der bestehenden staatsvertraglichen Bestimmungen in ihrem Einfluss auf unser schweizerisches Schuldbetreibungsrecht, namentlich aber auf die Ordnung des Konkurses, fehlt zur Zeit noch und würde eine vom theoretischen wie vom praktischen Standpunkt gleich verdienstvolle Bereicherung unserer Rechtsliteratur bedeuten. Die vorstehende Skizze kann natürlich auf den Charakter einer solchen erschöpfenden Darstellung nicht im entferntesten Anspruch erheben. Ihr einziger Zweck ist vielmehr, gestützt auf wenige ausgewählte Erscheinungen im positiven Recht einige Gedanken zum künftigen Vorgehen der Schweiz auf dem Gebiete des internationalen Konkursrechtes zu äussern und zugleich — nicht in letzter Linie — auf die Revisionsbedürftigkeit mehrerer Bestimmungen unserer gegenwärtigen Staatsverträge hinzuweisen. Ich zweifle nicht daran, dass eine offene Aussprache der schweizerischen Juristen über ihre Erfahrungen in der Materie die Liste dieser dunklen Punkte noch um ein Bedeutendes vermehren wird.

Herr *Wenger*, Rechtsanwalt in Zürich: Ich bin nicht gegen Staatsverträge, aber ich frage, ob das Bedürfnis ziffernmässig so gross ist. Es soll zuerst statistisch festgestellt werden, wie oft solche Kollisionen erfolgen. Es sollen die Thesen dahin ergänzt werden, dass durch eine Statistik Klarheit geschaffen werde, wie dringlich das Bedürfnis ist. Erst dann können wir nur entscheiden, ob ein Staatsvertrag nötig ist. Ich stelle den folgenden Antrag vor:

Die zuständige Instanz ist zu ersuchen, durch eine statistische Erhebung das Bedürfnis nach Regelung von Fragen des internationalen Betreibungs- und Konkursrechtes abzuklären und

gestützt darauf allfällig die geeigneten Schritte einzuleiten, um in absehbarer Zeit zu einer praktischen Lösung zu gelangen.

Herr Dr. *E. Feigenwinter*, Advokat in Basel: Wenn die Frage so gestellt wird, ob der schweizerische Juristenverein sich heute für die Anwendung des Territorialprinzips in Hinsicht auf das Konkursrecht oder aber für Anerkennung des Prinzips der Universalität und Einheit des Konkurses aussprechen soll, so dürfte vom schweizerischen Standpunkt aus die Antwort uns leicht fallen. Schon rein praktische Gesichtspunkte zwingen uns für die Einheit des Konkurses einzutreten. Wir sind doch ein Land, das sowohl einen grossen Aussenhandel und einen regen Rechtsverkehr mit dem Ausland hat und besonders die Grenzgebiete gegen Deutschland leiden ernstlich unter dem jetzigen Zustand. Deutschland exequiert unbedenklich gegen in Deutschland liegendes Vermögen von Schuldnern, die in der Schweiz wohnen. Es kümmert sich in keiner Weise um einen in der Schweiz ausgebrochenen Konkurs. Die Folge ist, dass deutsche Gläubiger an dem schweizerischen Konkurs mit den schweizerischen Gläubigern teilen und dann auch noch durch Separatexekution sich des in Deutschland liegenden Vermögens bemächtigen können.

Sollen wir diesen Zustand fortdauern lassen? Die Schweiz hat aber doch auch so etwas, wie eine höhere Mission, im internationalen Rechtsverkehr an der Spitze zu marschieren. Deshalb sollte gerade sie rückhaltlos das Prinzip der Einheit und Universalität der Konkurse anerkennen und propagieren, und man kann es eigentlich ernsthaft bedauern, dass bei der Regelung des Arrestes auf Vermögen von Ausländern unser Recht nicht von sich aus eine Ausnahme gemacht für die Fälle, wo über den Schuldner auswärts ein Konkurs ausgebrochen ist und dass nicht andererseits wir gesetzgeberisch den Satz aufgenommen haben, dass auch auswärtiges Vermögen in die Konkursmasse zu fallen habe. Es würde sich dann gezeigt haben, wie weit wir mit der Geltendmachung der Einheit des Konkurses als internationales Recht gekommen wären.

Als Einwendung lasse ich nicht gelten, jedes Land regle die Konkursfähigkeit verschieden, regle die Vorzugsrechte ver-

schieden, es gebe Staaten, wo die Konkurskosten und die Konkursverwaltung anders seien als bei uns und die Gläubiger meistens nichts bekämen. Grundsätzlich ist denn doch zu sagen, wer einem auswärtigen Schuldner kreditiert, sich von vorneherein mit diesen Gefahren vertraut mache und sie in Rechnung ziehen muss. Die Ansprüche der Pfand- und Hypothekargläubiger auf Separatexekution nach der *lex rei sitae* ist nicht im Widerspruch mit dem Prinzip. Ein solcher Gläubiger hat aber materiell rechtlich Anspruch auf Exekution nach den Gesetzen des Orts, wo die Sache liegt.

Wenn wir bedenken, wie Savigny schon vor hundert Jahren und mit ihm die damals herrschende Wissenschaft des internationalen Rechtes das Prinzip der Einheit und Universalität des Konkurses als eine Forderung des internationalen Rechtsverkehrs aus allgemein gültigen Rechtssätzen (Gleichheit der Gläubiger — Verfangensein des ganzen Vermögens zu Gunsten der Gläubiger) abgeleitet hat, so ist es im Grunde ein Rückschritt, wenn immer mehr auch in dieser Materie das rohe Territorialprinzip zur Geltung kommt. Dass die Haager Konferenzen daran nichts gebessert haben, ist bedenklich genug. Und woher diese Erscheinung? Hat die aus den allgemeinen Rechtsgrundsätzen für den internationalen privatrechtlichen Verkehr fliessende Rechtsüberzeugung vom gleichen Recht für Ausländer und Inländer an Kraft verloren? Wir müssen es fast glauben. Tatsache ist, dass namentlich in Deutschland ein Kraftbewusstsein, ein Nationalitätsgefühl in den obersten regierenden Kreisen herrscht, das sich bis zum Chauvinismus gesteigert hat und dass die deutsche Rechtswissenschaft nur zu viel national und gouvernemental geworden ist.

Als im Jahre 1901 die Frage der ungleichen Behandlung der Ausländer im Versicherungsrecht im Schosse der internationalen Vereinigung für gesetzlichen Arbeiterschutz zur Sprache kam, führte mein bezügliches Studium mich zu der Wahrnehmung, dass diese Verleugnung aller internationaler Rechtsbegriffe im deutschen Versicherungsgesetz seinen Ursprung hatte. Vorher hatte kein Mensch daran gedacht, Unfälle der Eisenbahn, Fabrik- und Gewerbebetriebe anders

zu behandeln, je nachdem sie Ausländer oder Inländer waren. Und das Motiv! Die deutsche Regierung verfolgt damit den Zweck, andere Nationen zu zwingen, ebenfalls auf das Versicherungsprinzip nach deutschem Muster überzugehen. Und die gleiche internationale Rücksichtslosigkeit tritt uns aus dem deutschen Zivilprozess- und Konkursgesetz entgegen.

So ist natürlich die Lage schwierig geworden. Deutschland zwingt zu gleicher Behandlung der Ausländer und des Konkurses und der Exekution überzugehen. Aber man sagt, wir sollen diesen Entwicklungsprozess uns klar machen und wenn wir nachhaltig einwirken wollen, so müssen wir auf die einfachen, schlichten, alten Rechtssätze von der Gleichheit der Gläubiger und der Einheit des Konkurses zurückkehren und die Idee als Stern und Führer über uns leuchten lassen.

Deshalb stelle ich Ihnen keine Gegenthesen, aber ich bitte doch zu beachten, dass die Annahme der Thesen des Referenten den Grundsatz der Territorialität im Grunde sanktioniert.

Zum mindesten sollte das dritte Lemma von Art. 1 der Thesen gestrichen werden.

Herr Professor Dr. *Meili*, Referent: Zur These Wenger ist zu sagen, dass ich keine Notwendigkeit hiefür empfinde, aber ihr auch nicht opponiere. Die Notwendigkeit sollte aber heute schon empfunden werden. An den Thesen hänge ich nicht. Es genügt mir, wenn Sie dem Bundesrat den Wunsch unterbreiten, Staatsverträge abzuschliessen unter Berücksichtigung des Referates und des Korreferates.

M. le Dr. *L. Grenier*, co-rapporteur: La conclusion des conventions internationales relatives à la faillite est désirable, personne ne le conteste; mais est-il nécessaire d'établir au préalable une statistique sur la question de la faillite en droit international? Ce travail, pour être utile, n'en pourra pas moins être fait simultanément à la conclusion des dites conventions.

Je maintiens donc mes thèses primitives.

Die Diskussion ist damit erschöpft. In der Abstimmung ergibt sich folgendes Resultat:

Der Antrag *Wenger* wird abgelehnt. Der neue Antrag

von den Herren Referenten und Korreferenten wird in der folgenden Form akzeptiert:

„Der Juristenverein spricht gegenüber dem Bundesrate seine Ansicht aus, dass es nützlich und notwendig ist, die in dem Referate und Korreferate enthaltene Fragen des internationalen Konkursrechts staatsvertraglich zu ordnen.“

„La Société suisse des Juristes estime qu'il serait utile et nécessaire que le Conseil fédéral pût régler par des traités avec d'autres Etats les questions de droit international de la faillite indiquées par le rapporteur et le co-rapporteur.“

VI.

Herr Professor Dr. *W. Burckhardt* stellt im Namen des Komites den folgenden Antrag vor, betreffend die Frage der Vereinheitlichung der juristischen Zeitschriften:

„Der Vorstand des schweizer. Juristenvereins wird ermächtigt, die Herausgabe eines einheitlichen Organs für die Veröffentlichung der Judikatur des Bundesgerichts auf dem Gebiete des eidgenössischen Rechts zu unterstützen oder an die Hand zu nehmen, und es wird ihm zu diesem Zweck ein Kredit von Fr. 1000 gewährt.“

Herr Dr. *F. Fick* (Zürich) gibt über diese Frage folgende Erklärungen:

Ihr Vorstand hat mich beauftragt, über die bereits eingeleitete **Reform des juristischen Zeitschriftenwesens in der Schweiz** zu berichten.

Ich bin in der glücklichen Lage, mich dabei kurz fassen zu können, da die Frage Ihnen aus verschiedenen Besprechungen in den Zeitschriften bereits bekannt ist. Ich will mich daher auf eine Verweisung darauf beschränken und in Kürze zusammenstellen, was bisher in der Angelegenheit geschehen ist.

Am 15. März 1911 beschloss der zürcherische Juristenverein, an die Vorstände des schweizerischen Juristenvereins und des schweizerischen Anwaltsverbandes die Anfrage zu richten, ob sie sich der Reform des schweizerischen juristischen Zeitschriftenwesens annehmen wollen.

Der Beschluss wurde gefasst infolge einer von mir gemachten Anregung. Ich hatte zu deren Begründung ausgeführt, dass in den viel zu zahlreichen juristischen Zeitschriften der Schweiz häufig das nämliche Material doppelt, drei- und mehrfach bearbeitet werde. Es bedeute das nicht nur eine unnütze Verschwendung an Druckkosten, sondern auch eine Verschwendung an geistiger Arbeit von seiten der Korrespondenten und Redaktoren der verschiedenen Zeitschriften, und eine Belästigung des Lesepublikums, das den nämlichen Stoff immer wieder vorfinde, und infolgedessen seine Zeit ebenfalls verschwende. Zur Abhilfe hatte ich eine Kartellierung der Zeitschriften mit getrennten stofflichen Arbeitsgebieten vorgeschlagen. Für den geeigneten Zeitpunkt einer solchen Reform schlug ich den 1. Januar 1912 vor, da mit diesem Augenblick eine Umwälzung in unserm ganzen juristischen Leben ohnehin bevorsteht.

Meine einleitenden Worte und die daran angeschlossene Diskussion sind abgedruckt in Heft 20 der SJZ.

Der Vorstand des schweizerischen Anwaltsverbandes setzte die Anregung auf die Traktandenliste des schweizerischen Anwaltstages in Altdorf vom 25. Juni 1911. Hier wurde einmütig beschlossen, die vom zürcherischen Juristenverein beantragte Reform grundsätzlich gut zu heissen. Zur weiteren Beratung wurde ein Ausschuss eingesetzt bestehend aus den Herren: Dr. L. Merz, Bern, Dr. A. Stückelberg, Basel, Dr. R. Morel, St. Gallen, Dr. E. Berthoud, Neuenburg, E. Meyer, Lausanne, F. Martin, Genf, und mir.

Auch über diese Tagung in Altdorf wurde in der SJZ eingehend berichtet.

Ihr Vorstand stellte sich in seiner Sitzung vom 16. Juli 1911, an der auch einige Mitglieder des obgenannten Ausschusses teilnahmen, auf den Standpunkt, dass auch er die Bestrebungen zur Vereinfachung des Zeitschriftenwesens unterstütze, und vermehrte den Ausschuss um zwei neue Mitglieder, Prof. Dr. Burckhardt, Bern und Bundesrichter Dr. Ostertag, Lausanne.

Die Zeitschrift des bernischen Juristenvereins hatte in einem Artikel ihrer Juninumner sich mit dem Projekte be-

fasst und zwar ausserordentlich skeptisch. Ich habe darauf in der Julinummer der nämlichen Zeitschrift geantwortet. Die deutsche Juristenzeitung stellte im Gegensatz dazu in ihrer Septemhernummer unsere Bestrebungen ihren Lesern vor unter dem Titel: „Ein Vorbild aus der Schweiz.“

Ueber die langwierigen und mühsamen Unterhandlungen mit den Verlegern und Redaktoren in Zürich, Bern und Basel gehe ich kurz hinweg, um Ihnen nur deren Resultate mitzuteilen. Ein Versuch, eine Fusion der Zeitschrift für schweizer. Strafrecht mit der Zeitschrift für schweizer. Recht anzubahnen, scheiterte an dem Widerstand der Verleger der ersteren, soll aber neuerdings versucht werden.

Die Zeitschrift des bernischen Juristenvereins stellte sich auf den Standpunkt, sie könne ihre lokalen Interessen ihrem Leserkreise zulieb nicht aufgeben. Auch die Blätter für Zürcher Rechtssprechung waren einer Abteilung der Arbeitsgebiete nach Materien nicht gewogen.

Infolgedessen arbeitete der Ausschuss in seiner Sitzung in Bern vom 29. Juli 1911 ein Programm aus, das diesen Wünschen Rechnung trug, und eine Trennung nach örtlichen Gesichtspunkten vorsah, so dass die Zeitschrift des bernischen Juristenvereins die Urteile der Kantone Bern, Luzern, Solothurn, die Blätter für schweizer. Recht die übrigen deutschschweizerischen Kantone übernommen hätte, während aus den beiden welschschweizerischen Zeitschriften eine solche zur Bearbeitung der Urteile aus den welschschweizerischen Kantonen gebildet hätte.

Diese Lösung schien dem Ausschusse selbst wenig ideal, jedoch die einzig erreichbare zu sein. Sie stiess aber auf den Widerstand der Zeitschrift für schweizer. Recht.

Weitere Unterhandlungen mit den Verlegern und Redaktoren der Zeitschriften zeitigten nun einen neuen Plan.

An Stelle der Revue der Gerichtspraxis im Gebiete des Bundeszivilrechts erscheint im Verlage von Helbing & Lichtenhahn, Basel, eine monatlich erscheinende Präjudizienzeitschrift, die sich vorläufig wenigstens ausschliesslich mit bundesgerichtlichen Urteilen in abgekürzter Fassung befasst.

Diese neue Zeitschrift kann als Beilage jeder der Kartellzeitschriften ZSR, ZdbJV, BlfZR, und SJZ abonniert werden und zwar zu einem Vorzugspreise, sonst (d. h. bei Einzelabonnement) zu erhöhtem Preise. Die genannten vier Zeitschriften verzichten auf die Veröffentlichung von Urteilen, welche in dieser Beilagezeitschrift veröffentlicht werden. (Ausnahme: kurze Angabe des Inhalts eines Bundesgerichtsurteils im Anschluss an einen publizierten kantonalen Entscheid.)

Ausserdem tritt die SJZ ihre grösseren Artikel an die ZSR ab, und umgekehrt diese etwa für sie ungeeigneten Stoff an jene. Die SJZ bringt eine stichwortartige Uebersicht über den Inhalt sowohl der Beilagezeitschrift als auch über die in der ZdbJV, in den BlfZR und in der durch Fusion der beiden alten welschen Zeitschriften neu zu gründenden Zeitschrift publizierten Urteile.

Die BlfZR erweitern sich zu einer Präjudizienzeitschrift der Nord- und Ostschweiz. Die ZdbJV besteht, abgesehen von dem oben erwähnten Verzicht auf BGer-Urteile unverändert fort.

In einer Versammlung der Verleger und Redaktoren der ZSR, der BlfZR und der SJZ in Basel wurde am 26. August 1911 dieser Plan durchgesprochen und fand allseitige Billigung.

Der BJV und das bernische Obergericht stimmte dem Plan der Beilagezeitschrift zu. Der Versuch einer Fusion der beiden westschweizerischen Zeitschriften miteinander sowie des Archives für Schuldbetreibung und Konkurs mit den in Zürich erscheinenden Monatsblättern hat ein greifbares Ergebnis noch nicht gehabt, soll aber weiter verfolgt werden.

In der gestrigen Ausschusssitzung wurde ebenfalls Zustimmung zu dem Plane der Gründung einer Beilagezeitschrift beschlossen, und auch der Vorstand des schweizerischen Juristenvereins beschloss, auf der gegebenen Grundlage weiter zu unterhandeln.

Die finanziellen Grundlagen sind noch nicht spruchreif. Ob das Unternehmen sich selbst unterhalten kann, oder Subventionen nötig haben wird, lässt sich heute noch nicht sagen. Auf jeden Fall möchten wir Sie aber bitten, den Vorstand zu ermächtigen, eine Jahressubvention von höchstens 1000 Fr. dann

und auf so lange zuzusichern, als das nötig erscheinen wird, um das Unternehmen zu sichern und Festsetzung eines billigen Preises zu ermöglichen. Eventuell soll der Selbstverlag durch den SJV allein oder in Verbindung mit dem SAV in Aussicht genommen werden.

Die neue Zeitschrift soll voraussichtlich in zwei Bogen starken Nummern alle 14 Tage erscheinen, und ersetzt die vierfache Publikation der bundesgerichtlichen Urteile in der Revue, der SJV, den BlfZR und der ZdbJV.

Der Plan bringt also gegenüber dem gegenwärtigen Zustand bereits eine wesentliche teilweise Konzentration und ist noch eines weitem Ausbaues fähig.

Die Beilagezeitschrift wird dann ähnlich wie die amtliche Sammlung der BGE gemischtsprachig erscheinen, wenn auch die welschen Zeitschriften auf die Beilage reflektieren. Sonst würde sie deutsch erscheinen und das Uebersetzungsrecht den welschen Zeitschriften zugestanden werden.

Herr Professor Dr. *Heusler* äussert Bedenken gegen dieses Vorgehen. Es gehört das nicht in das Ressort des Juristenvereins, insbesondere geht es ihn nichts an. Die Verleger und die Leser wollen sich verständigen. Die Uebelstände sind nicht so gross, wie Herr Dr. Fick sie schildert. Das bisherige Verfahren ist den lokalen Bedürfnissen entsprechend. Wenn die Verleger sich nicht einigen können, so handelt es sich nur darum, ob wir neben der amtlichen Sammlung der bundesgerichtlichen Entscheide noch eine zweite private Sammlung veranlassen wollen. Ich halte eine besondere Sammlung neben der amtlichen nicht für nötig. Zudem wäre sie verfrüht und ist diese Frage für uns zu wenig vorbereitet. Wir sollten die Anträge jetzt ablehnen und erst Stellung nehmen, wenn die Verleger sich geeinigt haben. Wir wollen uns aber erst später über die Kreditgewährung aussprechen.

Herr Dr. *L. Grenier* (Lausanne): Subventionner, ainsi qu'on le propose, la publication dont il est parlé, me semble dangereux. Ne serait-il pas pour le moins prématuré de fusionner de la sorte, tout d'un coup, les organes juridiques en un seul, et d'encourager, par l'allocation d'un crédit, pa-

reille entreprise? Je demande qu'on renvoie au comité central l'étude de cette question, afin qu'il puisse nous présenter un rapport à la prochaine assemblée; nous n'accorderons éventuellement ce crédit qu'après la présentation du rapport auquel cette proposition aura donné lieu.

Herr Professor Dr. *Burckhardt*: Persönlich bin ich der Meinung, dass über die Art des Vorgehens eine Diskussion in der Generalversammlung nicht gut möglich ist. Aber trotzdem ist zu bemerken, dass wir als Organ der nicht organisierten Leser der Zeitschriften unsere Wünsche aussprechen müssen. Anders können sich die Leser nicht wohl äussern. Zudem liegt eine Verbesserung im Interesse der eidgenössischen Zivilrechtspflege. Immerhin ist eine Verschiebung um ein Jahr keine Gefahr. Aber wenn auch dieses Kreditgesuch verschoben wird, soll doch der Verein Stellung nehmen zur Frage, ob wir in der Materie weiter vorgehen wollen.

Die Diskussion ist geschlossen. Es wird beschlossen, dass das Kreditgesuch für jetzt nicht angenommen wird, dass aber der Vorstand beauftragt wird, weiter in der Angelegenheit tätig zu sein.

Der Vorsitzende erklärt damit Schluss der Verhandlungen des ersten Tages.

Verhandlungen am zweiten Sitzungstag Dienstag den 19. September.

Vorsitzender: Dr. *Henri Le Fort*, Genf.

Sekretäre: Dr. *Albert Furter*, Wohlen; *Siegfried Horneffer*, Genf.

VII.

Rechnungsabgabe. Nach Antrag der Rechnungsrevisoren Dr. *Morel* (St. Gallen) und Dr. *Vuilleumier* (Lausanne) werden die von dem Kassier des Vereins, Dr. *Meckenstock* (Neuenburg), vorgestellte Rechnung für 1910—11 und Budget für 1911—12 genehmigt.

Compte de 1910—1911.

A. Compte ordinaire.

Recettes.

1909—1910	1910—1911	Augmentation	Diminution
Fr. 5893.10	8996.40	3103.30	—

Dépenses.

	1909—1910	1910—1911	Augmentation	Diminution
I. Frais généraux	Fr. 1089.55	1131.70	42.15	—
II. Subventions . . . „	2000.—	1395.—	—	605
III. Prix . . . „	—	1500.—	1500.—	—
IV. Impression . . . „	1846.60	1938.20	91.60	—
		<u>5964.90</u>		

B. Fonds spécial.

	1909—1910	1910—1911	Augmentation	Diminution
Recettes Fr.	5529.40	5427.—	—	102.40
Dépenses „	6829.10	510.85	—	6318.25

Budget pour 1911—1912.

Recettes Fr. 8900.—

Dépenses.

Frais généraux	Fr. 1400.—
Subvention	„ 2000.—
Prix	„ 1000.—
Impressions	„ 3500.—
Imprévu	„ 1000.—
	<u>Fr. 8900.—</u>

VIII.

Bericht der Rechtsquellen-Kommission. Herr Prof. Dr. *Heusler* (Basel) referiert im Namen dieser Kommission wie folgt:

Es darf heute, da wir das fünfzigjährige Jubiläum des Juristenvereins feiern, wohl daran erinnert werden, dass in der ersten Zeit des Bestandes des Vereins schon der Beschluss gefasst worden ist, und zwar auf der Jahresversammlung von 1863, eine kritische Ausgabe der schweizerischen Rechts-

quellen ins Werk zu setzen. Die damit betraute Kommission ist verschiedener Umstände wegen nicht über Vorarbeiten hinausgekommen. Im Jahre 1894 wurde die Angelegenheit wieder neu zur Sprache gebracht und damals, es war auf der Jahresversammlung zu Basel, mit einer gewissen Begeisterung wieder aufgenommen. Die damals damit betraute Kommission hat sich alle Mühe gegeben, etwas Gediegenes zu Stande zu bringen und hat auch die Kräfte gefunden, die ihr ermöglicht haben, bisher acht Bände herauszugeben, die als hervorragende Leistungen auf dem Gebiete der Quellenedition bezeichnet werden dürfen. Wenn momentan das Interesse für diese Arbeit eher zurückzutreten scheint, so ist das erklärlich, und mehr und weniger natürlich im Hinblick auf die grossen Anforderungen, die das Zivilgesetzbuch an die Zeit und die Arbeitskraft der schweizerischen Juristen stellt. Im Vordergrund steht jetzt, dass man sich in das Zivilgesetzbuch hineinarbeitet. Es wird aber, wenn man einmal darin festsetzt, auch wieder das Bedürfnis rege werden, den nationalen Grundlagen dieses nationalen Werkes näher nachzugehen und seine Wurzeln in unserm alten Rechtsbestande zu erforschen. Dann wird man dankbar zu diesen Quellen unseres Rechtes greifen.

Bis vor kurzem hatte ich geglaubt, Ihnen auf heutigen Tag einen neuen Band vollständig vorlegen zu können, und zwar den zweiten Band der Offnungen und Dorfrechte von Zürich, bearbeitet von Dr. R. Hoppeler. Es hat sich durch einiges Missgeschick die Vollendung des Buches verzögert, aber es ist dieselbe auf Ende Oktober zu erwarten. Sie werden aus diesem Bande auch wieder ersehen, wie reiche Aufschlüsse über die Entwicklung des Gemeindewesens und des Rechtslebens im Kanton Zürich zu gewinnen sind. Für das nächste Jahr ist ein Band Berner Rechtsquellen in Aussicht genommen, der die Rechte des Obersimmentales, bearbeitet von Dr. von Tschanner, enthalten wird, und von dem bereits eine Anzahl Bogen gedruckt sind.

Von andern Kantonen steht zunächst Unterwalden in Vorbereitung, auch sonst mangelt es an Vorstudien nicht. Ich

ersuche Sie auch für das kommende Vereinsjahr um Gewährung des Kredits von Fr. 1000.—.

Der Kredit wird wie bisher auf Fr. 1000.— festgesetzt. Da die Ernennung der Kommission irrtumsweise in 1910 nicht stattgefunden hat, wird dieselbe für 1911—12 und 1912—13 erneuert und die Herren Professor Dr. Heusler (Basel), Professor Dr. Eugen Huber (Bern) und Bundesrichter Dr. Favéy als Mitglieder derselben gewählt.

IX.

Bericht des Preisgerichts: Herr Bundesrichter Dr. *Alex. Reichel* referiert wie folgt Namens dieses Preisgerichtes, welches vom Vorstande von den Herren Bundesrichter *Reichel* (Lausanne), Professor Dr. *Oser* (Freiburg) und Advokat Dr. *Max Porret* (Neuenburg) bestellt wurde.

Bericht des Preisgerichts über die eingelaufene Arbeit.

Die Konkurrenz verschiedener Haftpflichtansprüche des Geschädigten und die daraus entstehenden Regressverhältnisse.

Motto: Non qua itur, sed qua eundum est, eamus.

Die Arbeit zerfällt in zwei Abschnitte.

Im ersten Teil wird die Grundlage, die Anspruchskonkurrenz selbst, behandelt. Der Verfasser stellt dabei die Hauptfälle zusammen, wo eine Person gegenüber mehreren Schuldern in der Weise dieselbe Schadenersatzforderung zusteht, dass nach Befriedigung durch einen auch die Forderung an die andern wegfällt. Er tritt der Auffassung entgegen, die eine Scheidung in echte und unechte Solidarität vernehmen will, je nachdem eine Zurückführung auf denselben Entstehungsgrund (oder Schuldgrund) möglich ist.

Im zweiten Teil tritt der Verfasser auf die Regressverhältnisse selbst ein. Er bestreitet konsequent mit der Negierung des Begriffes der unechten Solidarität auch bezüglich des Rückgriffs eine Unterscheidung nach dem Entstehungsgrund und will bei allen Konkurrenzfällen den Regress gewähren, und zwar gemäss richterlichem Ermessen, dem dieselben An-

haltspunkte bei der Regressklage — dem internen Verhältnis — zur Verfügung stehen, wie bei der Schadenersatzklage selbst — dem externen Verhältnis — nach Art. 51 des früheren OR. Bei der sich nun anschliessenden Einzelbehandlung werden die Fälle auseinandergehalten, je nachdem die Schadenersatzklage gegeben ist gegen mehrere Schuldner aus Verschulden, oder gegen diese und Schuldner aus der Gefährdungshaft, oder endlich gegen mehrere, die nur aus dem Gesichtspunkt der Gefährdung zum Schadenersatz verpflichtet sind. Den Regress begründet er damit, es trete, obwohl die Schadenersatzpflicht jedes einzelnen Schadenersatzpflichtigen auf das Ganze motiviert wäre, eine „ideelle“ Teilung ein, weil der Schaden eben doch nur einmal ersetzt werden müsse, weshalb eine Kumulation der Ansprüche nicht eintreten könne.

Um dieses Gerippe des Gedankenganges ranken sich Einzelausführungen oft recht interessanter Natur, wenn sie auch mit dem Thema nicht immer in notwendigem Zusammenhang stehen.

Die Darstellung des Verfassers bedient sich eines reichen Apparates von Literatur, wobei wir allerdings die französische vermissen, und behandelt die schweizerische Gesetzgebung in ziemlich erschöpfender Weise. Die Hauptstärke der Arbeit liegt in der Auseinanderlegung des Problems, nicht in der Schlüssigkeit seiner eigenen Aufstellungen, und auch die Widerlegung der von ihm nicht übernommenen Ansichten ist nicht tiefgründig. Die Form ist konzis und meist sorgfältig, aber hin und wieder hart, ja unkorrekt, wodurch die Lektüre erschwert wird.

Wir empfehlen Ihnen, dem Verfasser einen Preis von 750 Franken zu verleihen und die Arbeit, die wir als einen brauchbaren Beitrag zur Lösung der schwierigen Frage betrachten, zu veröffentlichen, wobei allerdings zu wünschen ist, dass dabei die Bestimmungen des neuen Obligationenrechts zugrunde gelegt werden.

Der Antrag des Preisgerichts wird gutgeheissen.

Demzufolge erhält den Preis Herr Otto Gröner, stud. jur., Zürich.

X.

Diskussion über den bedingten Straferlass :

Der Referent, Herr Professor *Dr. Ph. Thormann* (Bern), führt folgendes aus :

Herr Präsident! Meine Herren!

Mit Rücksicht auf das gedruckt vorliegende Referat werden Sie mir gestatten, mich in meinen heutigen mündlichen Ausführungen kurz zu halten und möglichst viel Zeit für die allgemeine Diskussion übrig zu lassen. Ich hoffe, dass uns die mündliche Diskussion nicht bloss über die Berechtigung der Generalidee des bedingten Straferlasses Klarheit verschaffen wird, sondern dass namentlich auch die in den einzelnen Kantonen gemachten Erfahrungen bekannt gegeben werden, was im Referat wegen mangelnden Materials nicht so eingehend erfolgen konnte, wie ich es gerne gesehen hätte.

Wenn man heute über den bedingten Straferlass diskutiert, so kann dies wesentlich ruhiger und leidenschaftsloser getan werden als vor 20 Jahren; diese Institution ist keine „Modefrage“ mehr, sie darf nicht mehr zum Prüfstein dafür gewählt werden, ob ein Kriminalist streng an der Vergeltungsstrafe festhält, oder auch andere Zweckstrafen anerkennt. Sobald man die Vergeltung nicht mehr als eine blinde, mechanisch-gleichmässige Reaktion durch Auferlegung eines Uebels auffasst, ist der „bedingte Erlass“ nicht mehr grundsätzlich ausgeschlossen, und es fragt sich nur noch, wie weit und innerhalb welcher Schranken, unter welchen Voraussetzungen er Anerkennung verdient. Und andererseits ist die grosse Begeisterung, mit welcher diese Institution seinerzeit namentlich in den Kreisen des J. K. V. begrüsst wurde, nicht mehr in ihrer ursprünglichen Frische vorhanden. Wenn man die französischen und belgischen Berichte liest, so hat man eher den Eindruck einer etwas gedrückten Stimmung; die Resultate sind eben nicht die gehofften. Und doch sollte man in diesen Staaten, die nun seit 20 und mehr Jahren (Belgien 1888, Frankreich 1891) die bedingte Verurteilung besitzen, einen erheblichen Einfluss verspüren können. Die Statistik

lässt uns im Stich; die Verhältniszahlen der offiziellen französischen und belgischen Statistik,

Frankreich zirka 7 % Rückfälle,

Belgien zirka 13 % Rückfälle,

der korrekzionell Verurteilten sind zugestandenermassen unrichtig; für Frankreich hat ein Kenner dieser Frage die Zahl von 20 % ausgerechnet (s. Seite 72 des Referates); und für Belgien ist schon die offizielle Zahl mit Rücksicht auf die kurzen Bewährungsfristen sehr hoch; in Wirklichkeit stellt sie sich noch viel schlimmer, wenn die noch hängigen Fälle bei der Aufstellung der Verhältniszahl mit berücksichtigt würden.

Damit ist jedoch m. E. durchaus nicht das Institut als solches verurteilt, sondern bloss die Ausgestaltung desselben im französisch-belgischen Typus, dem ersten, der auf dem europäischen Kontinent Aufnahme gefunden hat. Die unbeschränkte Freiheit des Richters führt zu missbräuchlicher Anwendung dieser Wohltat, namentlich bei geschäftlich überlasteten Gerichten, und wenn in Belgien, wie das 1898 vorgekommen ist, fast 80 % der primär zu Geldstrafe Verurteilten, sowie beinahe 60 % der primär zu Gefängnisstrafen Verurteilten den Aufschub erhalten haben, so ist wohl nicht anzunehmen, dass hiebei eine genaue Prüfung vorgenommen worden ist, ob sich in jedem einzelnen Fall der Aufschub rechtfertigen lasse. Wird aber die Gewährung zur Regel, dann haben wir die Herrschaft des unmoralischen „Einmal ist keinmal“; die Gesetzgebung hält den Leichtsinnigen nicht mehr in genügender Weise von der Begehung der strafbaren Handlung zurück und die Uebeltäter selbst beginnen mit Aufschub zu rechnen. Ja dieses „einmal ist keinmal“ wird noch gesetzlich sanktioniert, wenn der Gesetzgeber selbst sagt, die Verurteilung gelte als nicht erfolgt (non avenue) im Falle der sog. Bewährung, d. h. wenn nicht innerhalb einer bestimmten (oft ganz kurzen) Frist eine neue Verurteilung erfolge. Der Ernst der Strafrechtspflege steht hier in der Tat in Frage.

Als generelle Massregel der Milde aufgefasst, hat der bedingte Straferlass keine innere Berechtigung. Die Bedürfnisse des Rechtslebens sind ganz andere, unsere Strafen sind im

ganzen und grossen nicht zu streng, eher zu mild, wohl aber sind sie oft unzweckmässig und erreichen nicht das gewünschte Ziel.

Ich möchte daher zunächst grundsätzlich die Auffassung des bedingten Straferlasses als einer richterlichen Begnadigungsmassregel ablehnen; der Grundsatz der Gerechtigkeit lässt nicht zu, dass der Richter bei konstaterter strafbarer Handlung in einem Fall strafe, im andern nicht; der Richter repräsentiert das lebendige, aber strenge Recht, und es mag andern Behörden vorbehalten sein, zu entscheiden, ob Gnade vor Recht gehen solle. Dabei soll man sich dessen bewusst sein, dass nur ausnahmsweise statt des Rechtes die Gnade zur Anwendung kommt.

Dagegen darf man sich wohl fragen, wie das Recht beschaffen sein soll und ob die Strafe, die von Rechtswegen verhängt wird, so beschaffen ist, wie es wünschenswert wäre. Bei dieser Gelegenheit könnte die ganze grosse Frage nach dem Wesen, dem Grund und dem Zweck der Strafe aufgerollt werden. Das will ich nun nicht, wir würden auch heute damit nicht zu Ende kommen. Ich habe vielmehr meine Aufgabe dahin aufgefasst, zu untersuchen, ob der „bedingte Straferlass“ in den Rahmen der bestehenden kantonalen Strafgesetze und der schweizerischen Vorentwürfe hineinpasst, und ich glaube diese Frage mit gewissen Einschränkungen bejahen zu dürfen.

Die bestehenden Strafgesetze stehen ganz und die Entwürfe im Wesentlichen auf dem Boden des Vergeltungsprinzips. Die Strafe soll als *malum passionis* vom Betroffenen unangenehm empfunden werden, wobei versucht wird, die Grösse des Strafübels in ein gewisses Verhältnis zur Schwere der Rechtsverletzung zu bringen. Dabei wird aber nach der Idee des Gesetzgebers nicht ausser Acht gelassen, dass die Strafen auch bestimmte Zwecke zu erfüllen haben, ich meine hier besonders den Präventions- und den Besserungszweck.

Nun darf man sich nicht verhehlen, dass das heute in unseren Gesetzen anerkannte Strafsystem nicht in allen Punkten den Anforderungen entspricht, die man von diesem

Standpunkte aus an dasselbe zu stellen genötigt ist. Ich denke hier vor allem an die kurzzeitige Freiheitsstrafe, deren Anwendung schon von reinem Vergeltungsstandpunkte aus schweren Bedenken unterliegt, vom Besserungspunkt ganz abgesehen. Ich verweise Sie auf S. 134 ff. des Referates. Scheinbar und theoretisch betrachtet, ist die kurzzeitige Freiheitsstrafe eine Art Idealstrafe, beliebig abstufbar und verschiedener Verschärfungen fähig. Und da jeder seine persönliche Freiheit liebt, so bedeutet eine Einbusse an derselben für jedermann ein Uebel, dessen Grösse von der Dauer der Freiheitsentziehung abhängt. So wenigstens sieht der Gesetzgeber die Sache an, in Wirklichkeit verhält es sich ganz anders. Die Gefängnisstrafe (wie ich hier die kurzzeitige Freiheitsstrafe kurzweg nennen möchte) wirkt äusserst verschieden auf die davon Betroffenen, je nach den Nebenwirkungen, welche die Vollstreckung der Strafe, nicht gesetzlich, wohl aber faktisch hervorbringt. Namentlich berührt die Gefängnisstrafe die Ehre, die Gesundheit, das Erwerbsleben in mehr oder weniger intensiver Weise.

Der ehrenhaft denkende Mann sieht sich unter Umständen durch einen Tag Gefängnis für lebenslänglich entehrt an, er verliert vielleicht seine Anstellung und sein tägliches Brot oder hat mit bedeutend erschweren Erwerbsverhältnissen zu kämpfen.

In gewissen Kreisen, in bestimmten Lebensstellungen, bedeutet eine Gefängnisstrafe den gesellschaftlichen oder finanziellen Ruin, und am höchsten möchte ich die Ehreneinbusse einschätzen, die mit dieser Strafe verbunden sein kann; ich sage ausdrücklich „kann“, denn das ist das Eigentümliche, dass viele Leute in der Freiheitsstrafe wirklich nur die Freiheitsentziehung spüren ohne jede Nebenwirkung (wir hätten sonst nicht in einigen Kantonen die vielen Bussenabverdiener und -absitzer) und dass bei andern gerade die Nebenwirkungen viel stärker sind als die vom Gesetzgeber einzig gewollte Hauptwirkung.

Diese Konstatierung verdient beachtet zu werden und sie lässt das Suchen nach einem Ersatz für die kurzzeitige Freiheitsstrafe als berechtigt erscheinen. Allgemein kann die

kurze Freiheitsstrafe nicht ersetzt werden; sie leistet trotz aller ihrer Mängel sehr gute Dienste, die ihre generell prävenierende (abschreckende) Wirkung wesentlich stärker ist als diejenige der Geldstrafe; aber ich halte es auch vom Standpunkte des Vergeltungsstrafrechtes für durchaus gerechtfertigt, dass man da, wo die Gefängnisstrafe unverhältnismässig schwer trifft und ausserdem die übrigen Strafzwecke nicht zu ihrem Rechte kommen, an andere Massregeln denkt.

Als solche kann nur der bedingte Strafaufschub in Betracht fallen, d. h. der Richter soll bestimmen können, dass in gewissen Fällen die nach strengem Recht verhängte Strafe nicht gleich vollstreckt werde, sondern dass die Vollstreckung noch vom zukünftigen Verhalten des Verurteilten abhängig gemacht wird, wohlgedenkt: nur die Vollstreckung, nicht die Bestrafung; denn schon in der Verurteilung liegt eine Bestrafung mit fühlbaren Wirkungen auf den Verurteilten.

Zunächst stellt ein Strafurteil die im Namen des Staates ausgesprochene Missbilligung der betreffenden Handlung vor, eine Missbilligung, die einem Verweis ähnlich ist, und durch den rechtlich denkenden Menschen ziemlich oder unangenehm empfunden wird. Damit verbindet sich die Gewissheit der Vollstreckung der ausgesprochenen Strafe, sobald der Verurteilte ein neues Delikt begeht oder sich nicht tadellos auführt. Zwar ist die übernommene Verpflichtung, kein neues Delikt zu begehen, an sich keine Freiheitsbeschränkung, da sie dem normalen Rechtszustand entspricht und für jedermann besteht, das Bewusstsein der schweren Folgen unterscheidet jedoch den bedingt Verurteilten von jedem Andern; noch mehr tritt diese Freiheitsbeschränkung hervor, wenn der Richter dem bedingt Verurteilten bestimmte Weisungen erteilt, eine bestimmte Lebensweise vorschreibt (Beruf, Abstinenz, Wohnsitz), wie dies nach den meisten neuern Gesetzen der Fall ist. Hier ist die Freiheitsbeschränkung unverkennbar und die Strafnatur der Massregel ohne weiteres anzunehmen. Die Schutzaufsicht, die damit verbunden werden sollte (denn ohne solche hat man gar keine Garantien für die Befolgung der Weisungen), hat an sich nicht Strafnatur, aber sie bringt

dem Verurteilten die Freiheitsbeschränkung zur deutlichen Wahrnehmung, sie vergegenwärtigt ihm fortwährend seine durch die Verurteilung und den Strafaufschub geschaffenen Situation, die von derjenigen der übrigen Bürger in ungünstigem Sinne absticht, und das bedeutet doch gewiss Strafe!

Immerhin ist in der Regel diese Strafe bedeutend milder als die Vollstreckung der Freiheitsstrafe, obgleich unter Umständen eine mehrjährige Probezeit mit erschwerenden Bedingungen ebenso unangenehm sein kann als eine ganz kurze Freiheitsstrafe; sie muss daher in gewissem Sinne verdient werden. Die Umstände müssen so liegen, dass der Richter einerseits die Gefängnisstrafe für nicht angebracht hält und andererseits der Strafaufschub die Erreichung der Strafzwecke als wahrscheinlich erscheinen lässt.

Dem Richter müssen aber hiefür im Gesetze Anhaltspunkte gegeben werden, um eine missbräuchliche Anwendung womöglich auszuschliessen. Dieses Ziel ist schwer zu erreichen, allein es ist schon viel gewonnen, wenn der Richter sich bewusst ist, dass die Gewährung des Aufschubes nicht die Regel, sondern die Ausnahme bilden soll, und dass sie nicht routinemässig, sondern nach genauer Prüfung, ob sich diese Massregel rechtfertige, angeordnet werden soll.

Ich habe versucht, diese Voraussetzungen in meinem Referate (S. 133 ff.) möglichst genau zu fixieren, und bin dabei, mich hier kurz resumierend, zu folgenden Schlüssen gekommen:

- a) Anwendung bloss auf kurzzeitige Freiheitsstrafen, nicht auf andere Strafarten;
- b) Ausschluss bei Personen, die schon mit einer kriminellen als korrekionellen Freiheitsstrafe vorbestraft sind, in dem Sinn, dass eine blossere frühere Verurteilung genügt und der Nachweis der Verbüssung der Strafe nicht notwendig ist;
- c) Der Verurteilte muss nach seinem Vorleben und seinem Charakter des Strafaufschubes würdig erscheinen, so dass einerseits die normale Strafe als zu hart erscheint, und andererseits begründete Aussicht besteht, den Strafzwecken auch mit dem Aufschub Genüge zu tun. Hierbei muss der

Richter namentlich bei Jugendlichen sehr vorsichtig sein; entgegen der in Deutschland herrschenden Anschauung empfiehlt sich diese Massregel bei Jugendlichen nicht in erster Linie, und ist auf jeden Fall nur in Verbindung mit Schutzaufsicht anzuraten;

- d) Das Verhalten des Angeschuldigten im Strafverfahren kann hier von Bedeutung sein (Geständnis, Reue);
- e) Abwesenheit gemeiner oder niederträchtiger Beweggründe;
- f) Berücksichtigung der Erledigung der Entscheidungsfrage, sei es, dass der Verurteilte bereits vor dem Urteil die Entschädigung, soweit in seinen Kräften stehend, entrichtet haben muss, oder dass die spätere Bezahlung als eine Bedingung der Aufrechterhaltung des Aufschubes aufgestellt wird.

Hier möchte ich auch auf einen Punkt zu sprechen kommen, den ich im gedruckten Referat nur kurz gestreift habe; nämlich dass der Strafaufschub sich nur da rechtfertigt, wo eine gewisse Aussicht dafür besteht, dass der Verurteilte während der Probezeit im Lande ansässig sein wird, so dass die Wirkung des Strafaufschubes beobachtet werden kann und Garantien für die spätere Vollstreckung vorliegen. Dieser Moment ist für verschiedene Kantone nicht bedeutungslos, es soll, wie ich vernommen habe, in den Diskussionen vor der Zürcher Abstimmung eine gewisse Bedeutung gehabt haben, und ich verstehe es sehr wohl, wenn der Regierungsrat von Baselstadt in seinem Ratschlag vom 8. Juni 1899 einen die bedingte Verurteilung ablehnenden Standpunkt einnahm, und nur deshalb, weil $\frac{3}{4}$ der Bestraften der flottanten Bevölkerung angehören; sehr verständlich ist es, wenn auch vielleicht nicht ganz genügend, wenn das Gesetz von Genf den Ausweis eines reellen Domiziles verlangt.

Die Erfüllung dieser Voraussetzung scheint mir absolut notwendig und im Sinne der ganzen Institution zu liegen; es kann dagegen nicht eingewendet werden, dass dadurch eine rechtsungleiche Behandlung der Einheimischen und der Ausländer geschaffen werde, denn ein Ausländer kann auch diese Bedingung ebensogut erfüllen, wie sie einem Einheimischen fehltun kann.

Es hat ebenso wenig Sinn, einen Amerikaner, der Automobilmvorschriften übertritt, bedingt zu verurteilen, als einen einheimischen Landstreicher, der einen Gelegenheitsdiebstahl begeht.

Zum Schluss möchte ich auf diejenigen Punkte zu sprechen kommen, in denen prinzipielle Meinungsverschiedenheit zwischen dem Herrn Korreferenten und mir besteht. Der Herr Korreferent, der sich sehr eingehend mit diesem Thema beschäftigt hat, wie verschiedene treffliche Publikationen bewiesen, hat im Gegensatz zu mir das französisch-belgische System der bedingten Verurteilung mit seiner Konsequenz des Dahinfallens der Verurteilung selbst im Bewährungsfall verteidigt, und sodann die Anwendung der Massregeln auf Verurteilung zu Geldbussen als wünschenswert bezeichnet.

Letztern Punkt möchte ich vorausnehmen :

Die von mir eingenommene Haltung der Nichtanwendung auf die Geldbussen ist, wie ich glaube, die logische Folge meiner Auffassung der ganzen Institution. Da es sich nicht um eine generelle Strafmilderungs- oder Begnadigungsmassregel handelt, sondern um ein Mittel der individuellen Anpassung der Strafe, so liegt nur da eine Veranlassung vor, an dieses Mittel zu denken, wo die normale gesetzliche Strafe wesentliche Nachteile mit sich bringt. Dies trifft bei den kurzzeitigen Freiheitsstrafen zu, bei der Geldbusse dagegen nicht, oder doch nur in den Fällen, in denen die Geldbusse tatsächlich in Freiheitsstrafe umgewandelt wird. Hier halte ich daher das System des bernischen und solothurnischen Gesetzes für gerechtfertigt, das den Aufschub für den Fall der Umwandlung für zulässig erachtet. Die Kritik des Herrn Korreferenten auf Seite 204 und 205 des Korreferates halte ich nicht für berechtigt, es wird dadurch nicht eine Ausnahme zu Gunsten der Zahlungsunfähigen geschaffen, da die effektive Zahlung einer Geldstrafe eher noch angenehmer ist als der bedingte Aufschub der umgewandelten Freiheitsstrafe, wenn man überhaupt eine solche Vergleichung vornehmen kann; von einem Privileg der Zahlungsunfähigen kann hier nicht gesprochen werden; im übrigen müssen auch sie den sämtlichen andern Voraussetzungen entsprechen.

Die fiskalischen Interessen der Nichtanwendung des Aufschubes auf die Geldbussen will ich hier nicht vertreten; ich erwähne nur, dass sie in einzelnen Kantonen bei der Beratung der Gesetze einen Einfluss ausgeübt haben.

Nun zur Hauptdifferenz:

Der Herr Korreferent vertritt das französisch-belgische System, wonach im Falle der Bewährung die frühere Verurteilung dahinfällt und als nicht erfolgt (*non avenue*) gilt. Ich halte dieses System für eine juristische Verirrung oder, wenn Sie lieber wollen, für ein juristisches Rätsel. Eine Verurteilung als solche kann weder resolutiv noch suspensiv bedingt sein; (der Herr Korreferent schlägt aus bestimmten Gründen, d. h. um eine Eintragung in das Strafregister zu vermeiden, eine suspensiv bedingte vor). Dies aus folgenden Gründen:

Jede Verurteilung enthält zwei Bestandteile: eine Schuldigerklärung und eine Straffestsetzung oder Strafverhängung.

Die Schuldigerklärung enthält die Konstatierung, dass eine bestimmte Person schuldhafterweise eine Handlung begangen hat, die mit einem Strafgesetz in Widerspruch steht. Diese Konstatierung erfolgt bedingungslos, entweder wird sie gemacht oder sie wird nicht gemacht; und es hat keinen Sinn zu sagen: Du hast einen Diebstahl begangen, aber nur dann, wenn Du innerhalb zwei oder fünf Jahren ein neues Delikt begehst, andernfalls hast Du keinen Diebstahl begangen.

Wohl aber kann die Strafverhängung bedingt geschehen, oder genauer gesagt, es kann die Vollstreckung der Strafe von einer Bedingung abhängig gemacht werden (bedingter Strafvollzug) oder es wird die Vollstreckung der Strafe unter einer Bedingung des Wohlverhaltens verschoben (bedingter Strafaufschub), und nach Ablauf der Frist die Strafe sei es als verbüsst oder als erlassen angesehen (bedingter Straferlass). Vergl. hierüber S. 153 u. 154 des Referates. Alle diese Lösungen haben das gemein, dass zwar die Rechts-Wirkungen der strafbaren Grundlänge von Bedingungen abhängig sind, nicht aber das Urteil selbst, das eine Konstatierung einer Tatsache enthält.

Wenn daher die Bewährungsfrist gut abläuft, so fällt die Strafe weg, (oder sie gilt als verbüsst), aber die Tatsache der Verurteilung bleibt bestehen und kann auch nicht geleugnet werden.

Man vergesse doch nicht, dass auch die Begnadigung die Tatsache der Verurteilung nicht zerstört, sondern nur die Vollstreckbarkeit der Strafe aufhebt; weshalb hier weitergehen?

Den Zweck, den der Herr Referent erreichen möchte, ist zwar ein durchaus löblicher, er will durch die Möglichkeit der Zerstörung der begangenen Verurteilung und des Andenkens an das begangene Delikt den Ansporn zu guter Auf-führung verdoppeln. Dieser Gedanke ist nicht absolut von der Hand zu weisen, allein er darf nicht dazu führen, eine ganz falsche Konstruktion anzunehmen. Und die praktischen Wirkungen? In Frankreich und Belgien scheint kein Grund zum Rühmen vorhanden zu sein.

Diese ganze Frage ist übrigens weit eher eine solche der Benützung des Strafregisters, sie sollte nicht mit dem Strafurteil und dessen juristischer Natur verknüpft sein.

Es sind verschiedene Fragen, was im Strafregister stehen soll und wie das Strafregister benutzt werden soll. Das Strafregister soll Auskunft geben über die strafrechtliche Vergangenheit einer Person; es gehört daher hinein jede Verurteilung, jede Strafe, sei sie bedingt oder unbedingt, ferner die Tatsache der Abbüßung der Strafe, der Begnadigung u. s. w. Die Strafgerichte müssen, sobald sie sich wieder mit einer Person befassen, über diese Punkte ganz genau informiert sein.

Ob Strafregisterauszüge an Private oder zum Zwecke der Ausstellung von Leumundszeugnissen ausgeliefert werden, und was in dieselben aufgenommen wird, ist eine Frage, die mit dem Inhalt des Strafregisters selbst nur indirekt zusammenhängt. In der Tat mag als zulässig erscheinen, der Bewäh-rung (namentlich sobald sie eine positive ist und nicht bloss rein negativ die Abwesenheit eines Konfliktes mit dem Straf-gesetze darstellt) eine rehabilitierende Wirkung zu geben, in

dem Sinne, dass eine solche Verurteilung dem Publikum nicht mehr mitgeteilt wird. Das vom Korreferenten gewünschte Ziel wäre erreicht ohne juristische Inkonsequenzen. Ich bemerke jedoch, dass die ganze Frage der Gestaltung und der Benützung der Strafregister eine derart bedeutungsvolle ist, dass sie eine Behandlung und Diskussion für sich allein verdient, und hier nicht nebenbei als Anhängsel zur Frage des bedingten Straferlasses erledigt werden kann.

Ich komme zum Schluss.

Wach, der grundsätzliche Gegner der bedingten Verurteilung, dessen Schrift: „Die Reform der Freiheitsstrafe“ wohl das Beste darstellt, was gegen diese Institution publiziert worden ist, hat gesagt: „Wenn irgendwo darf hier (d. h. in der Strafrechtspflege) das Herz nicht den Kopf regieren.“ Wach hat hierin vollkommen recht, aber ich glaube, dass unter den angegebenen Einschränkungen und im Sinne meiner Schlussbemerkungen der Kopf es recht verantworten darf, für den bedingten Straferlass einzutreten.

In diesem Sinn empfehle ich Ihnen meine Schlüsse zur Annahme.

M. le professeur *Tell Perrin*, avocat à La Chaux-de-Fonds, rapporteur français, constate que le principe de la remise conditionnelle des peines n'est plus guère contesté, et que la grande majorité des juristes de tous pays s'y est ralliée. Mais il s'en faut de beaucoup que l'accord existe sur l'application du principe. Tout un travail de mise au point de la nouvelle institution reste à faire.

A cet égard, il importe de s'attacher à donner à la remise conditionnelle des peines une construction juridique satisfaisant aussi bien aux exigences de la pratique, qu'à celles de la théorie. Pour obtenir une institution sainement équilibrée, le moyen le plus simple paraît être d'affecter la condamnation d'une condition *suspensive*.

Ainsi, au lieu d'aboutir à la complexité de construction du système franco-belge, suivant lequel la condamnation est prononcée sous condition résolutoire, tandis que la peine est affectée d'une condition suspensive, on obtient une condam-

nation confondue avec la pleine, toutes deux étant soumises à la même condition suspensive. En même temps, le caractère absolu de l'institution est mieux mis en évidence.

Au point de vue pratique, l'avantage de ce système est incontestable, puisqu'il permet de délivrer aux particuliers des extraits de casier judiciaire muets sur la condamnation conditionnelle, non seulement à l'issue de l'épreuve, mais aussi pendant le sursis, en restant dans les strictes limites de la vérité.

Avec le système franco-belge, à moins d'attester une chose inexacte, il n'en est pas ainsi *pendente conditione*. Le scrupule d'affirmer une chose inexacte a retenu certains législateurs qui ont adopté le système franco-belge, et qui eussent désiré épargner au coupable la mention au casier judiciaire, de la condamnation conditionnelle durant l'épreuve. Avec la condamnation sous condition suspensive, ce scrupule devient sans objet.

Le système préconisé par M. le Professeur Thormann, consistant simplement à considérer à l'issue de l'épreuve la condamnation comme exécutée, déforme l'institution et la rend méconnaissable. Il lui enlève ce qu'elle a de meilleur, en supprimant pour le coupable l'intérêt essentiellement moralisateur de conserver un casier judiciaire vierge, ou tout au moins de le reblanchir.

Pas de demi-mesure! Si le coupable mérite le pardon, qu'on le lui octroie d'une manière aussi large que le permet l'intérêt social; s'il ne mérite pas cette confiance bienveillante, qu'on le frappe.

Der Vorsitzende verdankt beide Referenten und eröffnet die Diskussion; an dieser beteiligen sich folgende Herren:

Herr Professor Dr. A. Gautier (Genf). Le canton de Genève est, de tous les cantons suisses, celui que la question de la remise conditionnelle des peines a le premier préoccupé; je me considère, d'autre part, un peu comme un ancêtre de la libération conditionnelle en Suisse: ces deux raisons m'engagent à prendre la parole.

Le principe n'est plus discuté de nos jours; l'Allemagne elle-même semble abandonner la théorie de la grâce conditionnelle pour se rallier à celle de la remise conditionnelle. Mais si le principe est généralement adopté, son application pratique donne lieu à des divergences; certains auteurs, et parmi eux le rapporteur, M. le Prof. Thormann, ne peuvent s'empêcher de considérer d'un œil sceptique les résultats obtenus jusqu'ici: l'efficacité des moyens préconisés leur paraît contestable.

La loi genevoise de 1892 a eu des résultats fâcheux. C'est qu'elle a été mal appliquée; c'est aussi qu'elle est entachée de deux vices; 1. le jury a à se prononcer sur l'accord ou le rejet du sursis; comment donc le jury, qui est le plus détestable instrument en matière d'individualisation de la peine, saurait-il légitimer ou rejeter cette mesure, dans les cas particuliers qui lui sont soumis? 2. le sursis n'est accompagné d'aucun patronage du libéré sous condition; or, quelle sera la conduite de cet homme, pendant la durée du sursis? il sait qu'il n'est l'objet d'aucune surveillance, et son unique préoccupation sera, non pas de se bien conduire, mais d'éviter que la justice ne soit informée de ses nouveaux écarts de conduite.

On se faisait, à Genève, des illusions sur la portée de la loi. On pensait que, pendant la durée du sursis, le bénéficiaire de cette mesure, touché en quelque sorte par la grâce et livré à ses propres forces morales, saurait lutter contre lui-même. C'est une erreur: le patronage est indispensable. L'opinion générale est que le sursis de la loi genevoise a fait fiasco. Les statistiques, il est vrai, sont difficiles à établir: on y a renoncé à Genève. Il est évident, enfin, que les législateurs genevois ont été victimes de leurs bonnes intentions.

La France et la Belgique n'ont pas été beaucoup plus heureuses. Mais le principe reste juste: c'est sa mise en pratique qui laisse encore à désirer.

Je suis d'accord avec les théories de M. Perrin; pourtant il me semble un peu subtil, quand il propose de soumettre la condamnation à la condition suspensive de la conduite du

bénéficiaire, et non pas à une condition résolutoire. Je préfère encore le silence mensonger du casier judiciaire.

Le sursis comme l'amnistie n'efface pas le fait en lui-même; il efface les conséquences pénales de la condamnation (et non pas les conséquences civiles; les prétentions de la partie civile n'en subsistent pas moins).

La condamnation avec sursis, bien comprise, a les quatre avantages suivants:

- a) la condamnation, étant considéré comme non-avenue, un nouveau sursis sera possible;
- b) l'individu condamné après avoir été l'objet d'une première condamnation avec sursis, ne doit pas être considéré comme récidiviste; on ne saurait donc faire état de cette première condamnation, et voir en elle une circonstance aggravante;
- c) la condamnation avec sursis, n'étant pas mentionnée sur le casier judiciaire, permet à ce dernier de rester vierge, si son titulaire n'a encouru que cette condamnation-là;
- d) le condamné, au bénéfice d'un sursis qui efface les conséquences pénales de l'infraction, trouve là un excellent stimulant à la bonne conduite.

Ce qu'il faudrait donc pour améliorer le système franco-belge, c'est la création d'une institution officielle de surveillance; l'individu doit se sentir surveillé; l'autorité de patronage doit le suivre constamment. En France et en Belgique, point de patronage; en outre le sursis n'est révoqué que par une infraction nouvelle. Voilà la double erreur. Le bénéficiaire ne doit pas être abandonné à lui-même; d'autre part il faut lui imposer certaines règles de conduite positives, que dicteront les circonstances et dont l'inobservation doit entraîner le retrait de la faveur accordée. Citons notamment l'obligation de réparer le préjudice causé. Les prescriptions de l'avant-projet suisse peuvent servir de modèle à cet égard.

C'est donc le système franco-belge, modifié et amendé sur ces deux points, qui me semble devoir donner les meilleurs résultats.

Herr Alt-Bundesrichter Dr. *Leo Weber* (Bern). Die Herren, die das französisch-belgische System verteidigen,

wollten eigentlich sagen, wir setzen das Straferkenntnis aus. Dieses System der Strafaussetzung hat seine Anhänger verloren.

Der Unterschied zwischen den Systemen liegt nur im Strafregister. Auch die bedingte Verurteilung, die Feststellung der Strafbarkeit soll registriert werden. Diese subtilen Unterschiede veranlassen mich aber nicht, das Wort zu ergreifen.

Ich wende mich gegen Art. 9 des Entwurfs. Der würde für uns, für die Militärgerichte in Friedenszeiten etwas gefährliches.

Die Militär-Justiz würde untergraben. In den Friedenszeiten müssen wir eine strenge Disziplin pflanzen für den Krieg. In Militärsachen kann man mit Drohungen nicht auskommen; Strafe muss in ernstesten Fällen erfolgen. Wir kämen ja in schwere Widersprüche zu dem Verfahren, dass Disziplinar-Vergehen sofort bestraft werden. Mit dem Verordnen geringerer Delikte in die Disziplinar-Kompetenz ist auch ausgesprochen, dass keine bedingte Bestrafung für diese Delikte erfolgen kann. Unter allen Umständen dürfte es sich bloss um, wenn es angenommen würde, gemeine Delikte handeln, militärische Delikte dürfen nicht mit bedingter Strafe belegt werden. Grundsätzlich bin ich aber gegen jede bedingte Verurteilung in Militärstrafsachen. Auch praktisch ist es nicht ausführbar, da die Militärgerichte nicht ständig sind. Es würde auch zu kostspielig. Materielle und prozessuale Gründe sprechen aber gegen die Einbeziehung des Militär-Straf-Rechtes in die bedingte Verurteilung.

Herr Obergerichter *Otto Lang* (Zürich). Der Juristen-Verein soll sich nicht bloss auf die Frage, was praktisch durchführbar ist, abstellen, sondern wir haben uns zu fragen, was ist theoretisch wünschenswert. Wir sollen das tun, wenn auch nur vieles Wünschenswertes praktisch schwer durchführbar ist.

Ueber die grundsätzliche Zulässigkeit sollen wir uns nicht mehr aussprechen. Wir wollen uns fragen, wie weit soll die bedingte Verurteilung ausgedehnt werden, insbesondere auch auf Geldbussen? Ich bin dafür, dass auch Geldbussen der bedingten Verurteilung unterstellt werden. Dr. Thormann

wendet sich gegen diese Anwendung, weil er glaubt, es solle eine bedingte Verurteilung nur da eintreten, wo schädliche Nebenfolgen mit Strafe verbunden sind, ohne dass der Richter sie anordnet (wie bei Gefängnis).

Ich glaube aber, man sollte sich fragen: Ist die bedingte Verurteilung eine Strafe? Das ist doch der Fall. Die bedingte Verurteilung ist eine Strafe, wie der Verweis, eine Missbilligung des Verhaltens des Inculpaten durch den Staat. Es ist aber die bedingte Verurteilung eine zweckmässige Bereicherung des Strafen-Systems. Der Begriff der im Volke wurzelnden Auffassung der Vergeltung soll verfeinert werden. Die gerechte, vergeltende Strafe ist die angenommene, diejenige, die beim Täter die grösste Wirkung ausübt. Unter Umständen entspricht eine milde Strafe (Verweis, bedingte Verurteilung) am besten. Immerhin soll vorsichtig vorgegangen werden. Wir sollen da immer die bedingte Verurteilung anwenden, wo der sofortige Vollzug aus den Umständen sich nicht als notwendig erweist.

Es ergibt sich aber noch eine weitere Frage: Wer soll dieser Vorteile teilhaft werden? Soll das richterliche Ermessen eingeschränkt werden in der Weise, dass nur der noch nie Bestrafte der Wohltat teilhaftig werde. Der Richter sollte nicht eingeschränkt werden. Ein anderes Vergehen, das vielleicht lange früher erfolgt ist, sollte nicht in einem ganz anderen Fall die bedingte Verurteilung verhindern.

Der Juristen-Verein soll nicht sich beeinflussen lassen durch Strömungen im Volke, sondern sagen, was die Juristen, gestützt auf ihre Erfahrungen, als zweckmässig erachten.

Herr Bundesanwalt Dr. *Kronauer*: Viele Stimmen äussern sich gegen die bedingte Verurteilung. Man soll sich daher heute aussprechen, damit die Argumente der Gegner gründlich geprüft werden können. Zur Diskussion gehört die Beantwortung der Frage: Wollen wir einführen die bedingte Verurteilung oder den bedingten Straferlass? Das letztere ist meines Erachtens das richtige. Das deshalb, weil das Urteil doch in Rechtskraft erwächst. Die Strafe besteht. Die Verurteilung erfolgt sofort, nicht bloss bedingt.

Was die Einbeziehung der Geldstrafen anbelangt, ist auf den Entwurf hinzuweisen, der keine Umwandlung der Geldbussen mehr kennt, sondern nur die Verhängung einer Polizeistrafe, wenn ein zu Geldbusse Verurteilter böswillig nicht zahlt. Doch kann ja auch bei der Verhängung der Polizeibusse bedingt verurteilt werden.

Endlich haben wir uns über die Strafregister auszusprechen. Die Register über die bedingte Verurteilung sollten nur dem Richter später unterbreitet werden. Offenbar ist aber die Furcht wegen der Folgen vom Strafregister übertrieben.

Aufzuwerfen ist noch die Frage, ob nicht auch Rechtsmittel gegeben werden sollen gegen eine zu häufige Anwendung des bedingten Straferlasses. In Frankreich wird z. B. der bedingte Straferlass skandalös angewendet.

Herr Dr. *G. Werner*, Substitut des Staatsanwalts (Genf). A Genève, ainsi que l'a dit M. le prof. Gautier, nous nous sommes trouvés en présence de difficultés considérables; la loi est en elle-même d'une application difficile, et, d'autre part, les conditions de notre situation géographique et du fort contingent étranger de notre population lui sont défavorables.

Nos tribunaux ont souvent à juger des Français, dont le domicile est à vingt ou trente kilomètres de la ville; comment refuser à ces prévenus le bénéfice de la loi de sursis, sous prétexte qu'ils n'habitent pas sur le territoire genevois? Si nous avons renoncé à faire des statistiques, c'est précisément qu'ils sont nombreux les étrangers que nos tribunaux mettent au bénéfice de cette mesure, et qui, en abandonnant notre pays, échappent naturellement à notre surveillance; d'autres tribunaux, à l'étranger, les condamneront à leur tour, le cas échéant.

Quant au jury, il est bien exagéré de ne voir en lui, à propos de la remise conditionnelle, qu'un organe incapable et injuste: les surprises auxquelles il faut s'attendre de sa part, sont parfois pénibles, mais parfois aussi heureuses.

Herr Professor Dr. *E. Borel* (Genf). Partisan convaincu du principe que nous étudions, je regrette que l'on s'achoppe

dès l'abord dans la présente discussion à cette divergence entre ceux qui préconisent la remise conditionnelle de la peine prononcée et ceux qui préfèrent la condamnation conditionnelle. Au fond, cette divergence est secondaire. Et les questions de forme, celle du casier judiciaire, des inscriptions qu'il doit contenir, des extraits à délivrer, doivent pouvoir être résolues pour elles-mêmes, et sans que le principe même en discussion aujourd'hui en dépende et puisse en souffrir. Ce qu'il faut mettre au premier plan, c'est la question du patronage.

La loi genevoise, sans doute, n'a pas donné tout ce qu'elle aurait pu donner. Mais il est exagéré de dire qu'elle ait fait fiasco, et les résultats qu'accusent les statistiques apportées par M. le rapporteur montrent, bien au contraire, que, malgré des conditions très défavorables, l'introduction du régime de la condamnation conditionnelle a été un progrès. Il est indispensable d'instituer un organe de surveillance: le condamné avec sursis ne doit pas avoir l'impression que la mensuétude du Tribunal l'a fait entièrement échapper à la justice répressive du pays.

Le sursis ne doit pas avoir pour effet de le replacer dans la même situation que s'il n'avait commis aucune infraction. L'individu mis au bénéficiaire du sursis est désormais placé, pendant une période d'épreuve, sous une autorité de patronage, dans laquelle le juge qui a prononcé a sa place toute marquée. Car il importe que ce juge participe à la surveillance ainsi organisée et demeure en contact avec l'individu qui en est l'objet.

D'autre part, l'on doit éviter soit que l'exercice du patronage entrave absolument la liberté des personnes qui le subissent, soit que leur transfert de domicile dans un autre canton mette fin à toute surveillance à leur égard et rende illusoire la mesure dont il sont été l'objet. Il est donc indispensable que tous les cantons adoptent la condamnation conditionnelle avec une certaine uniformité, et que les autorités cantonales chargées de ce service établissent, de canton à canton, un contact assurant la continuité de la surveillance malgré les changements de résidence de celui sur lequel elle

s'exerce. La réalisation de ce postulat n'ira pas sans quelques difficultés; mais elle n'est nullement impossible pour peu que chacun y mette de la bonne volonté.

Quant à la remise conditionnelle en droit pénal militaire, j'approuve absolument les conclusions de M. le Colonel Leo Weber; les nécessités de la discipline militaire, les conditions même de notre armée de milices, avec ses services de courte durée, ne permettent pas que le problème, quant au militaire, soit ainsi intercalé en passant dans un exposé consacré au droit pénal ordinaire. Il doit donc être bien entendu que, dans le cas où cette assemblée exprimerait un vœu ou adopterait une résolution relativement à la question de la remise conditionnelle, toute considération de droit pénal militaire lui resterait absolument étrangère.

Ce vœu devrait insister sur la nécessité de créer des autorités de surveillance. Il pourrait le cas échéant être formulé comme suit: La Société suisse des Juristes se prononce en principe en faveur de l'institution de la remise conditionnelle de la peine, — spécialement de la peine privative de liberté de courte durée, — à condition qu'elle soit combinée avec un système efficace de mise à l'épreuve et de surveillance des personnes jugées dignes de cette mesure.

Herr Professor Dr. *E. Zürcher* (Zürich). Die Frage des bedingten Straferlasses sollte vom schweizerischen Juristenverein am Vorabend der Wiederaufnahme der Gesetzgebungsarbeit durch das Justizdepartement nicht nur im allgemeinen, sondern mit Bezug auf den vorliegenden Gesetzesentwurf von 1908 besprochen werden. Ist es doch die Aufgabe unseres Vereins, nun auch die Strafrechtseinheit zu fördern. Ich beantrage daher eine Resolution, die zum Vorentwurf Stellung nimmt.

Der Vorentwurf hat in Art. 61 das Institut des bedingten Straferlasses mit allen Garantien für ein gedeihliches Wirken versehen. Es ist streng in den Voraussetzungen, die Wohltat soll nur einem erstmals mit Freiheitsstrafe Bestraften zukommen, und zwar nur bei leichtern Vergehen, wenn die Beweggründe der Tat und die persönlichen Verhältnisse des Täters (Vorleben und Charakter) die Annahme rechtfertigen,

dass es sich bewähren werde. Dazu gehört auch, dass der Täter sich ehrlich angestrengt, den gestifteten Schaden wieder gutzumachen, auch eine dem Geschädigten geschuldete Rücksicht. Sodann die Erprobungszeit, 2 bis 5 Jahre, während welcher der Verurteilte nicht bloss neue vorsätzliche Straftaten unterlassen soll, was Frankreich und Belgien allein fordern, sondern auch weitergehende Proben seiner Besserung zu geben hat, durch Beobachtung eines ihm vorgeschriebenen Verhaltens. Statt polizeilicher Kontrolle soll eine fürsorgende und überwachende Schutzaufsicht eintreten, von der nur aus besondern Gründen Umgang genommen werden darf. Der Richter, der den Täter bedingt verurteilt, entscheidet, ob die gestellten Bedingungen erfüllt seien; begeht der Verurteilte ein neues Verbrechen, so spricht das Gericht, das hierüber urteilt, den Vollzug auch der früheren Strafe aus.

Darüber, dass der bedingte Straferlass bei kurzzeitiger Freiheitsstrafe eintreten soll, herrscht Einigkeit. Nicht so über die Anwendung auf die Busse. Ist die Vermeidung des Gefängnisses alleiniger Grund des Institutes, so braucht man es nicht bei Busse, zumal der Entwurf die Umwandlung in Gefängnis ausschliesst bezw. durch andere Massnahmen ersetzt. Eine tiefere Auffassung seiner Bedeutung führt allerdings zur Ausdehnung auch auf die Busse. Jedenfalls müssen die Nebenstrafen und sichernden Massnahmen miteinbezogen werden in den bedingten Erlass; wo Verwahrungsanstalt und Einstellung in der Ehrenfähigkeit in Frage stehen, ist wohl der bedingte Straferlass von vornherein ausgeschlossen; die Einweisung in eine Trinkerheilanstalt oder das Wirtshausverbot sollten an jemandem, den man auf Erprobung stellen will, nicht vollzogen werden. Die für uns vorbildliche Erprobung im amerikanischen Recht will ja gerade dem Schuldigen Gelegenheit geben zu zeigen, dass er der Anstaltsbehandlung nicht bedarf.

Die Schwierigkeiten der Ueberwachung während der Probezeit werden überschätzt. Die internationale Organisation des freiwilligen Schutzaufsichtswesen erlaubt in vielen Fällen eine solche Ueberwachung auch im Auslande und wenn wirklich

der eine oder andere sich unserm Einflusse durch Wegzug in ferne Länder entziehen sollte, so ist das für uns kein Verlust.

Ueber die Behandlung dieser Fälle im Strafregister (Casier judiciaire) folgendes: Die Urteile sind einzutragen und es ist dann Vormerk zu nehmen vom Wegfall der Strafe. Wichtiger ist die Frage der Mitteilung aus dem Strafregister. Hier muss wohl auseinandergehalten werden:

- a) Die bürgerliche Wirkung einer Bestrafung. In der Ostschweiz wenigstens erteilen die Gemeinderäte Leumundzeugnisse und es braucht da schon sehr schwerer oder häufiger Bestrafung, ehe auf Grund derselben die Leumunden als getrübt bezeichnet wird. Es ist nun klar, dass der Erprobte Anspruch auf einen guten Leumund hat; während der Erprobungszeit ist es noch ungewiss, ob er ihn verlieren werde, er darf ihm daher einstweilen noch nicht abgesprochen werden.
- b) Die verwaltungsrechtlichen Folgen. Wenn mit einer Bestrafung der Verlust eines Amtes oder einer Berufs- oder Gewerbskonzession verbunden ist, so ist gleicherweise zu entscheiden. Während der Erprobungszeit ist die Voraussetzung des Verlustes noch nicht da — ist die Probezeit mit Erfolg bestanden, erst recht nicht.
- c) Die strafrechtlichen und strafprozessualen Folgen. Hier muss natürlich der Strafverfolgungsbehörde und dem Strafrichter auch die noch in der Schwebe befindliche Strafe mitgeteilt werden. Ebenso die wegen erfolgreich bestandener Probezeit dahingefallene Strafe, weil auch diese Tatsache für die Beurteilung des Täters von Bedeutung sein wird. Das Gesetz schliesst in einem solchen Falle den bedingten Strafaufschub nicht gerade aus, aber der Richter wird nicht leicht ihn gewähren. So ganz erprobt hat sich der Mensch dann eben doch nicht. — Man wird also die Einrichtung dieses Vorstrafenregisters in den verschiedenen Kantonen noch studieren müssen und im Einführungsgesetz das Nötige anordnen.

Jedenfalls sollten wir die Einfügung des bedingten Straferlasses in das schweizerische Strafgesetzbuch befürworten

und unterstützen. Es ist ein Gedanke, würdig eines freien, seine Geschicke selber bestimmenden Volkes, dass dem Bürger, der einmal gefallen, Gelegenheit gegeben sei, sich selber aufzurichten und statt einer Zwangserziehung in einer Anstalt sich unterwerfen zu müssen, in Selbstzucht und Selbstentsagung das Selbstvertrauen und das Vertrauen der Mitbürger wieder zu gewinnen. Wir können das Institut auch vom Standpunkt der Sühne auffassen. Verwerflich ist der Sühngedanke, dessen Symbol das Menschenopfer ist und man kann nicht genug der Auffassung entgegenreten, dass durch das Absitzen einer Freiheitsstrafe irgend etwas gesichert sei. Aber es gibt einen andern Sühngedanken, den die erste christliche Gemeinschaft ausgeprägt hat, die freiwillige Uebernahme von Entsagungen und von Anstrengungen und Leistungen zur Aufhebung des gestifteten Schadens und wenn unser Verein zur Verbreitung dieser reineren und der Menschheit und dem Einzelnen nützlicheren Auffassung der Sühnidee etwas beiträgt, so wird er eine hohe Aufgabe erfüllen.

Herr Professor Dr. *W. Burckhardt* (Bern). Ich habe einige Bedenken gegen das Institut der bedingten Entlassung. Die Strafe, die einige Zeit ausgesetzt, um später aus ganz anderer Veranlassung vollzogen zu werden, verliert ihre ursprüngliche Bedeutung und erhält etwas Zufälliges. Fasst man die Schutzaufsicht in der Zwischenzeit mit dem Referenten ebenfalls als eine Strafmassnahme auf, so wird der bedingt Entlassene bei nachträglicher Vollziehung schliesslich schwerer bestraft als ohne die bedingte Entlassung. Erscheint die Bestrafung als zu hart, so sollten die Voraussetzungen der Strafbarkeit selbst elastischer gestaltet werden.

Herr Dr. *A. Mamelok*, Obergerichtssekretär (Zürich). Ich bekenne mich gleichfalls als einer derjenigen, die sich mit der bedingten Verurteilung prinzipiell nicht befreunden können. Zwar glaube ich nicht, dass dieses System unpopulär ist, im Gegenteil; wir haben ja gerade heute von seinen prinzipiellen Freunden aus Genf, wo die Anwendung der Jury überlassen ist, gehört, dass die Volksrichter sehr geneigt sind, den *sursis* eintreten zu lassen; Herr Prof. Gautier hat sogar von einem

„gaspillage de clémence“ gesprochen. Aber ob populär oder unpopulär, kann für uns nicht in Betracht kommen, der Juristenverein hat die Frage lediglich vom wissenschaftlichen Standpunkt aus zu betrachten.

Interessant ist, wie sich die Bewegung für die bedingte Verurteilung von ihrem historischen Ausgangspunkt entfernt hat. Derselbe liegt zweifellos in dem Bestreben, die kurzzeitigen Freiheitsstrafen, speziell der Jugendlichen zu vermeiden. Demgegenüber vertritt z. B. heute Herr Oberrichter Lang in seinem Votum die Ansicht, dass die bedingte Verurteilung eine neue Strafart, bzw. eine auf alle Strafen — auch die Vermögensstrafen — anwendbare Modalität der Strafe darstelle, die dem Verweis verwandt, aber intensiver sei. Er empfiehlt ihre Eingliederung in das Strafsystem mit Rücksicht auf das ökonomische Prinzip, mit den möglichst kleinsten Mitteln den möglichst grössten Effekt zu erzielen, das auch hier gelten müsse und mit Rücksicht auf die Notwendigkeit, das Empfinden für die Strafe zu verfeinern und so eine immer grössere Differenzierung des Strafsystems zu ermöglichen. Ich finde in dieser Argumentation aber einen *circulus vitiosus*. Das Empfinden für die Strafen wird nicht dadurch verfeinert, dass man dieselben mildert, vielmehr ist Voraussetzung dafür, dass mildere Strafen mit der gleichen Intensität empfunden werden als härtere, eben eine vorhergehende Verfeinerung des Empfindens. Diese aber anzustreben ist nicht Sache des Strafrechts, sondern der Erziehung; es handelt sich also um eine Frage der Individual- und Sozialpädagogik.

Was mich prinzipiell zu einem Gegner der bedingten Verurteilung macht, ist die Tatsache, dass sie dem Sühnebedürfnis nicht entgegenkommt, bzw. es untergräbt. Ich verstehe hierunter nicht das Sühnebedürfnis des Staates, sondern dasjenige des Delinquenten selbst. Jeder gesund und normal empfindende Mensch hat das natürliche Verlangen, ein begangenes Unrecht zu sühnen. Dieses Verlangen beruht auf dem Rechtsgefühl, das das Fundament des Rechtes ist, und der Staat hat absolut keine Veranlassung, dieses Gefühl

irgendwie zu schwächen und zu untergraben. Die Bewährung innerhalb der Bewährungsfrist, die Herr Prof. Zürcher als Mittel dieser Sühne bezeichnet hat, kann ich als solches nicht anerkennen; ein anständiges Betragen, wozu der Verurteilte ohnehin von Rechtswegen verpflichtet ist, kann niemals eine Sühne sein, die ihrem Begriffe nach etwas über das normale Hinausgehende, ein Opfer, verlangt.

Wenn ich nun auch gegen die bedingte Verurteilung bin, so bin ich doch nicht gegen die Zwecke, die damit erreicht werden sollen. In diesem Punkte möchte ich nochmals an das Votum von Herrn Oberrichter Lang anknüpfen, und zwar an die Bedeutung, welche er der Bewährungsfrist beimisst. Er sieht hierin nicht, wie Herr Prof. Zürcher, eine eigentliche Sühnezeit, sondern eine Probezeit; er meint, wir kennen den Delinquenten, der zum erstenmal vor Gericht kommt, nicht näher, wir legen ihm daher die Bewährungsfrist auf, innerhalb deren er zeigen soll, was er für ein Mensch ist. Diese Bewährungszeit ist, um in einem Gleichnis zu sprechen, der Scheinwerfer, der den Delinquenten und seine Vergangenheit nach rückwärts so beleuchtet, dass wir über seine Person und seine Tat klar werden. Mit dieser Auffassung der Bewährungszeit aber wird dieselbe meines Erachtens zu einem verspätet angewendeten Mittel der Strafuntersuchung. Und hierin liegt meines Erachtens der Kernpunkt der ganzen Frage. Nicht das darf das Ziel sein, die Majestät und Absolutheit des Richterspruchs zu untergraben, indem man ihn in irgend einer Weise bedingt. Vielmehr muss dahin gestrebt werden, die Strafuntersuchung und die Ueberweisungspraxis so zu gestalten, dass solche Personen, denen man die angebliche Wohltat der bedingten Verurteilung zuzuwenden in die Lage kommen würde, gar nicht erst vor den Richter kommen.

Herr Professor *E. Borel* (Genève). Il ne faut pas que le public puisse voir, dans les deux propositions qui vous sont présentées, celle de M. le prof. Zürcher et la mienne, et dans la discussion à laquelle leurs divergences de détail semblent vouloir donner lieu, la moindre opposition de principe. Nos

vues sont les mêmes. Et puisque l'esprit de la proposition Zürcher est conforme à l'esprit de la mienne, je me déclare prêt à retirer la proposition que je vous ai soumise.

Herr Professor Dr. *Thormann*, Referent, acceptiert den Antrag von Prof. Borel, eventuell denselben von Prof. Zürcher.

Herr Professor *Tell Perrin* (La Chaux-de-fonds). Si l'on veut comprendre l'esprit des propositions du contre-rapporteur, il faut les confronter avec les conclusions du rapporteur allemand: elles ne font que résumer les points sur lesquels le contre-rapporteur diffère d'opinion avec M. le prof. Thormann.

Quant aux propositions qui vous sont présentées par M. Borel et par M. Zürcher, je ne pense pas qu'elles soient conçues dans un sens identique; si M. le prof. Borel retire sa proposition, je la fais mienne.

Herr Dr. *F. Fick* (Zürich) stellt einen grundsätzlichen Antrag gegen den bedingten Straferlass vor. Dieser Antrag wird abgelehnt.

Nach einer Diskussion über die Abstimmung, an welcher die Herren Borel, Zürcher und Stooss teilnehmen, wird der folgende Antrag, von Herren Borel und Zürcher vorgestellt, mit grosser Mehrheit angenommen:

„Der Schweizerische Juristenverein erklärt sich grundsätzlich für das System des bedingten Straferlasses, vornehmlich bei kurzzeitigen Freiheitsstrafen, vorausgesetzt, dass derselbe mit einer wirksamen Erprobung und Schutzaufsicht verbunden sei, und wünscht daher dessen Aufnahme in das schweizerische Strafgesetzbuch.“

„La Société suisse des Juristes se prononce en principe en faveur de l'institution de la remise conditionnelle de la peine — spécialement de la peine privative de courte durée — à condition qu'elle soit combinée avec un système efficace de mise à l'épreuve et de surveillance des personnes jugées dignes de cette mesure, et elle exprime le vœu que cette institution soit introduite dans le Code pénal suisse.“

XI.

Auf Antrag von Herrn Alt-Bundesrichter Dr. *Leo Weber* im Namen der Solothurner anwesenden Juristen, wird Solothurn als Versammlungsort für die nächste Jahresversammlung bezeichnet.

XII.

Nachdem die Traktanden hiemit erledigt waren, hielt Herr Alt-Bundesgerichtspräsident Dr. *Winkler* folgende Ansprache:

Beim Jubiläum unseres in Luzern gegründeten Vereins, mag es gestattet sein, an die Luzerner Juristen zu erinnern, die zur Zeit der Gründung hier tätig waren, und dabei drei von denselben besonders hervorzuheben: Kasimir Pfyffer, Philipp Anton v. Segesser und Joseph Bühler.

Allen dreien ist gemeinsam, dass sie nicht nur Juristen im engern Sinne waren, sondern auch Politiker, Staatsmänner, Wegen dieser letztern Eigenschaft vornehmlich werden demnächst die Büsten von Pfyffer und Segesser gemäss neulichem Beschlusse des Grossen Rates in diesem Saale aufgestellt werden, — eine Ehre, die hier zu Lande bisher noch nie erwiesen worden ist.

Bundesrat Ruchonnet hat an einem schweizerischen Juristentage in Lausanne einen Toast ausgebracht auf den Juriste tempéré par le citoyen. Das Wort wurde seither auch umgekehrt gebraucht, indem man den citoyen, den Politiker, tempéré par le juriste, pries. Beide Versionen gehen aus von dem engen Zusammenhange, der zwischen Jus und Politik besteht.

Im Schweizerbunde war es immer so, im Gesamtverband und in den Teilen. Die Männer von 1291 traten zusammen, um politische Zwecke zu verfolgen, aber sie haben erkannt, dass sie diese nicht fördern können, ohne gleichzeitig ein eidgenössisches Recht zu schaffen.

Wenn ich nur an die zu meiner Zeit im luzernischen Grossen Rate behandelten Geschäfte zurückdenke, so waren von den wichtigeren Geschäften wohl die wenigeren, die nicht eine politische und eine rechtliche Seite boten. — In den

ersten Stadien des neuen Bundes war der Einfluss der Juristen präponderierend, und diesem Einflusse dürfte der Bund grossenteils die gelungene Einführung und rasche Konsolidierung der neuen Institutionen zu verdanken haben.

Ein hervorragender auswärtiger Eisenbahnmann bemerkte mir neulich, die Leistung des Leiters eines der grossen wirtschaftlichen Betriebe scheine doch von ungleich höherem Werte zu sein, als die des Juristen. Das sind natürlich einseitige, auf ungenügender Information beruhende Auffassungen, denen die Juristen nur durch die Tat, mit der Zeit stets Schritt haltend, entgegentreten können. Sie mögen immerhin auf der Hut sein, dass sie nicht von anderen Fakultäten und Berufsarten überflügelt werden.

Wirtschaftlich-rechtlich und politisch-rechtlich gemischte Fragen sind sukzessive immer aufgetaucht, und sie werden sich nie erschöpfen. Zivilstandswesen, Eherecht, kirchliche Verhältnisse, Heilsarmee, Frauenrecht, Pressfreiheit, Streikrecht, Recht der Arbeitsfreiheit, Versicherungsgesetz, das sind nur wenige Beispiele. Ausländerfrage, Auslieferung, Neutralität. Ueberhaupt soll in den auswärtigen Beziehungen gerade die Schweiz sich ein rechtliches Verhalten angelegen sein lassen. Sodann die wichtige Frage der Volksrechte. Es ist möglich, dass zu den jetzt bestehenden neue hinzugefügt, die bestehenden hingegen korrigiert werden müssen. Wenn der Entscheid wichtigster Fragen tatsächlich von weniger als einem Fünftel der Stimmfähigen abhängt, wie neulich im Kanton Bern, so ist ein solches demokratisches Staatsrecht mangelhaft. Auch über den Modus, nach dem dermalen eidgenössische Gesetzesabstimmungen veranstaltet werden können, wäre manches zu sagen. Und wenn einst die Verhältniswahl des Nationalrates kommen und die Reform des Ständerates nach sich ziehen sollte, so wäre es gefährlich, bei Vornahme solcher Operationen die Jurisprudenz auszuschalten. Demjenigen, der etwa meinen möchte, in diesen Gebieten habe die Jurisprudenz nichts zu suchen, möchte ich die Arbeit des Berner Staatsrechtslehrers „Wahlrecht und Proportionalwahl“ zur Beachtung empfehlen. Auch das öffentliche Recht gehört zur Jurisprudenz.

Im Juristenvereine hatte man anfänglich eine gewisse Scheu vor allem, was Politik hiess. Schon nach den ersten Jahren kamen die Anregungen betr. Rechtsunifikation, allmählich immer energischer. Viele aber waren der Unifikation gerade aus politischen, föderalistischen Gründen abhold. Indem man alles Politische perhorreszierte, glaubte man um so eher die Behandlung der Unifikationsfrage vom Vereine fernhalten zu können. Empfohlen wurden Rechtsstudium, Rechtsvergleichung, Quellenerforschung.

Gewiss durfte sich der Verein nie in das Parteigetriebe hineinziehen lassen. Aber mit Politik in einem höheren Sinne darf und muss er sich befassen und hat sich befasst.

Wenn der Vereinspräsident der Jahre 1902 bis 1904 in Chaux-de-Fonds die Berechtigung der neuenburgischen republikanischen Revolution, der Revolution überhaupt als ultima ratio, feierte, wenn er ein anderes Mal von hoher Warte aus über Sozialismus sprach, so fanden seine Reden allgemeinen Beifall. Auch diejenige über die bundesgerichtliche Praxis betreffend materielle Rechtsverweigerung. Diese Frage hatte auch eine politische Nuance. Wann, frug der Redner, ist ein kantonaler Entscheid als eine Verletzung des Artikels 4 der Bundesverfassung umzustossen? Wenn er so ist, wurde geantwortet, dass er vor Gott und den Menschen nicht bestehen kann; das Absurde muss auch im Rechtsgebiete vernichtet werden. — An diese Schranken muss der eidgenössische Staatsgerichtshof sich halten; er darf nicht kantonale Entscheide umstossen, für welche gute Gründe sprechen, und bei denen von Willkür keine Rede sein kann. Sonst greift er in die kantonale Rechtsphäre ein und verrückt eine der Grundlinien unserer politischen Organisation. Innerhalb der angegebenen Grenzen aber ist der bundesgerichtliche Schutz gegen materielle Rechtsverweigerung eine der grössten Errungenschaften, und ein Glück ist es, dass die ihm im Bundesgerichte eine Zeitlang gemachte prinzipielle Opposition erfolglos geblieben ist.

Eine grosse juristische und politische Aktion hat der Verein selber vollführt, indem er immer geschlossener für

die Rechtseinheit eintrat. Dass er zu ihrem Pionier geworden, ist sein grösster Ruhmestitel. Auch das Strafrecht muss nun noch kommen. Die Rechtseinheit war und ist materiell und ideell eines der wichtigsten Bedürfnisse des nationalen Lebens.

Nicht durch einseitige Realpolitik und Interessenvertretung wird die Zukunft unseres Staates gesichert, sondern nur dann, wenn auch die idealen, die sittlichen Motive, unter ihnen vorab die Gerechtigkeit, in der Gesetzgebung und in der ganzen Leitung des Staates zur Geltung gelangen. Hiefür zu wirken ist eine edle Aufgabe der Juristen. Sehr haben wir es begrüsst, wenn gerade die professionellsten Juristen, eben die Professoren, in den Räten eine angemessene Vertretung hatten. Wenn einer von ihnen, ein hochverdienter, in diesen Tagen aus dem Parlamente scheidet, so werden wir das alle bedauern. Aber rechten können wir mit dem Aus tretenden nicht. Das Ausnahmsweise des Falles mag den gefassten Entschluss vertretbar erscheinen lassen.

Wer die politische Betätigung der Juristen im allgemeinen als wünschbar betrachtet, der wird mit den Luzernern aus der Gründungszeit zufrieden sein. Sie finden ihre Namen in der Broschüre unseres Präsidenten. Von hüben und drüben sind jene Männer eingetreten mit demjenigen Eifer und prinzipiellen Schwunge, der den politischen Kämpfen, zumal in katholischen Ländern, eigentümlich zu sein pflegt.

Wie sehr die schon genannten drei Bürger Juristen und Politiker waren, davon mögen Sie selber sich überzeugen, wenn Sie noch einen raschen Blick auf deren Laufbahn werfen.

Kasimir Pfyffer, geboren 1794 in Rom als Sohn des päpstlichen Garde-Hauptmanns, später in die Heimatstadt Luzern übergesiedelt, studierte und doktorierte in Heidelberg, bekleidete 1820—1824 die an der luzernischen höhern Lehranstalt errichtete Professur für Rechtswissenschaft. 1826 in den Grossen Rat gewählt, erwirkte er 1829 eine das aristokratische Regime, namentlich durch Trennung der Gewalten, mildernde Verfassungsrevision. 1830 stand er an der Spitze der Volksbewegung, welche die aristokratische

Staatsform durch die repräsentativ-demokratische ersetzt. Er schuf u. a. die Einwohnergemeinden. Während der ganzen liberalen Dreissigerperiode war er eine Hauptstütze der Regierung und amtete als Präsident des Appellationsgerichtes, als welcher er eine bisher nie gekannte Autorität besass. Bei aller Würde war er ein einfacher, schlichter Mann, sass, bis ins hohe Alter, gern mit bescheidenen Mitbürgern beim Abendschoppen. Eine Adelspartikel hat er nie verwendet. Pfyffer verschaffte dem Kanton den Segen einer systematischen Rechtsgesetzgebung, zuerst durch die Redaktion des Personen- und Sachenrechts.

Im Jahre 1832 erliess er den berühmten „Zuruf an den eidgenössischen Vorort Luzern bei Uebernahme der Bundesangelegenheiten“, die erste gewichtige Stimme für Revision des Bundesvertrages von 1815. Er wollte nicht einen helvetischen Einheitsstaat, aber doch neben der Vertretung der Stände einen Rat der Nation nach Massgabe der Bevölkerung. Pfyffer war also der erste Initiant des dualistischen Bundesstaates, wie er dann 1848 ins Leben getreten ist. Sein Zuruf wurde von den militanten Föderalisten lange als das Kasimir-Büchlein verspottet. 1833, nach dem Tode seines Bruders Eduard, sollte er Schultheiss werden, lehnte aber ab, um der Justiz treu zu bleiben. Bei den kirchlichen Fehden hielt sich Pfyffer zurück. Er empfahl gegenüber der Kirche die reine Defensive und war für die Badener Konferenz-Artikel nicht eingenommen, hat sie aber nachher verteidigt. 1841 wurde er als Appellationsgerichtspräsident und Richter beseitigt. Er kämpfte nun in den folgenden Jahren für Pressfreiheit und gegen Jesuiten und Sonderbund.

Nach dem Sturze des letztern trat Pfyffer zunächst nicht ins Obergericht ein, wohl aber später, 1856—1871. Er vollendete das Bürgerliche Gesetzbuch (Erbrecht und Obligationenrecht); verfasste auch die Straf- und Prozessgesetze. Dem Nationalrate hatte er als Mitglied und Präsident angehört; dem Bundesgericht von 1849—1863; in diesen 14 Jahren war er fünfmal Präsident. In Zürich, wo er sich in verschiedenen Stellungen, auch als Justizoberst, häufig aufhielt, hiess es einst in einer Chronik: Wenn Kasimir Pfyffer mit

seiner Mappe würdevoll durch die Strassen wandelt, so glaubt man die verkörperte Gerechtigkeit dahinschreiten zu sehen. Wie 1833 das Schultheissenamt, so hat er 1855 die Wahl in den Bundesrat abgelehnt. Von den äusserst zahlreichen juristischen schriftstellerischen Werken Pfyffers erwähne ich nur die gemeinfasslichen Erläuterungen zum Bürgerlichen Gesetzbuch, und von den historischen die Geschichte des Kantons Luzern. Ich erinnere mich wohl, mit welcher Verehrung mir einst Bundesgerichtspräsident Blumer von Pfyffer sprach. Der Zufall wollte es, dass diese beiden Männer, der 81-jährige und der um ein Vierteljahrhundert jüngere Blumer, am gleichen trüben Novembermorgen 1875 dem Schosse der Erde übergeben wurden.

Dass Ph. A. v. Segeser ein namhafter Jurist war, beweist schon seine in klassischem Stile geschriebene Rechtsgeschichte der Stadt und Republik Luzern, ein monumentum aere perennius. Als Justiz- und Polizei-Direktor betätigte er eine humane Gesinnung; er war ein Gegner der Todesstrafe und hat durch seine schöne Rede für die Begnadigung des zum Tode verurteilten Mattmann diesem das Leben gerettet. Politisch war er die Seele jener Bewegung, welche im Jahre 1871 im Kanton Luzern das liberale Regiment zu Falle brachte; im Bunde der zäheste und prinzipiellste Verfechter des Föderalismus. Als solcher hat er die Rechtsunifikation bekämpft. „An jedes kantonale Gesetz knüpft sich das kantonale Bewusstsein des eigenen Rechts“, sagte er im Nationalrate bei den Revisionsberatungen der Siebenzigerjahre; „das Gesetzgebungsrecht gibt ein konstituierendes Bewusstsein; wenn dagegen ein Kanton das Recht, welches die Schweiz als Einheitsstaat schaffen will, annehmen soll, so widerstrebt das jenem konstituierenden Bewusstsein; es ist, als ob man seine Selbständigkeit aufgeben und ein fremdes Recht annehmen müsste.“ Am 14. April 1881 hat er gegen die Annahme des Obligationenrechts gesprochen und gestimmt; denn das sei der erste Schritt zur völligen Rechtseinheit. Hinsichtlich dieser Seite seines Wirkens ist er nicht glücklich zu preisen. Er hat für eine verlorene Sache gekämpft. Vielleicht

hat aber seine Opposition insofern positiv genützt, als sie die Propagatoren der Rechtseinheit veranlasste, ihre Projekte um so gründlicher vorzubereiten und auszureifen. Sein mehr der Vergangenheit zugewendeter Sinn hatte sich mit den neuen Formen des Bundes nie befreundet. Er hat das Wohl des Gesamtverbandes nur in der Stärke der Gliedstaaten erblicken können. Aber wie dem auch sei, er hat nach seiner Ueberzeugung gehandelt und die reichen Gaben seines Geistes mit vollkommener Uneigennützigkeit in den Dienst des Landes gestellt.

Ein Freund und Förderer der Rechtseinheit dagegen war Jos. Bühler; ein feiner Geist, entsprechend seiner äussern Erscheinung. Schon auf dem Gymnasium immer der Prinzeps in seiner Klasse. Sein Zürcher Dokorexamen mit der Dissertation über die *actio ad exhibendum* hatte die Aufmerksamkeit der Juristenkreise auf ihn gezogen und wohl hauptsächlich den Anlass gegeben, dass ihm wenige Jahre nachher von der staatswissenschaftlichen Fakultät Zürich (erfolglos!) eine Professur angeboten wurde. Im Jahre 1869 kam er in dem Referate am Schweiz. Juristentage in St. Gallen zu dem Resultate, dass die Bürgergüter bis zum Beweise des Gegenteils als öffentliche Güter zu betrachten seien; was ihm bei einer gleich nachher stattfindenden Nationalratswahl übel mitspielte. 1861 war er mit 23 Jahren Obergerichtsschreiber, 1864 Oberrichter, 1867 Obergerichtspräsident. Er hat die wissenschaftliche Darstellung der Rechtssprechung und die Publikation der grundsätzlichen Entscheide des Obergerichtes eingeführt. Er gehörte den vom Bundesrat eingesetzten Kommissionen für Handels- und Wechselrecht, sowie für Betreibungs- und Konkursrecht an, der letztern als Referent. Im Jahre 1872 wurde er noch in den Nationalrat und in das Bundesgericht gewählt. Sein Name ist nicht so bekannt wie der von Pfyffer und Segesser. Aber was würde er dem Lande noch geschenkt haben, wenn er nicht 1873 im Alter von erst 35 Jahren dahingerafft worden wäre? Denen, die ihn kannten, wird Bühler als ein Ideal des Juriste tempéré par le citoyen in Erinnerung bleiben.

Im Andenken an die drei luzernischen Juristen, die dem Vaterlande zur Ehre gereichten, schliesse ich mit dem Wunsche, dass es unserm Vereine auch im zweiten Halbjahrhundert seines Bestandes nie an Mitgliedern fehle, deren Patriotismus sie zur Tätigkeit auf das politische Gebiet führt, und die dabei doch immer echte Juristen bleiben.

XIII.

Der Vorsitzende verdankt herzlich Herrn Dr. Winkler diese interessanten Geschichtsmittelungen und erklärt Schluss der Beratungen der Jahresversammlung.

Luzern, den 19. September 1911.

Im Namen der Generalversammlung:

Der Präsident:

Dr. Henri Le Fort.

Die Sekretäre:

Dr. Albert Furter. Siegfried Horneffer.